

Pour la période terminée le 30 avril 2005

Rapport du deuxième trimestre 2005

Je suis heureux de vous présenter le Rapport
aux actionnaires de BMO Groupe financier
pour le deuxième trimestre de 2005.

Tony Comper

Tony Comper
Président et chef de la direction
le 25 mai 2005

Faits saillants

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trois mois terminés le

Pour les six mois terminés le

	30 avril 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 juillet 2004	30 avril 2004	Variation par rapport au 30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004	Variation par rapport au 30 avril 2004
Points saillants de l'état des résultats									
Revenu total	2 397 \$	2 411 \$	2 249 \$	2 361 \$	2 406 \$	(0,4)%	4 808 \$	4 739 \$	1,5 %
Revenu total (bic) a)	2 428	2 439	2 279	2 393	2 445	(0,7)	4 867	4 816	1,1
Provision pour créances irrécouvrables	6	43	(13)	(110)	5	19,0	49	20	+100
Frais autres que d'intérêts	1 579	1 533	1 493	1 538	1 565	0,9	3 112	3 126	(0,4)
Revenu net	600	602	551	643	591	1,6	1 202	1 112	8,1
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars)									
Résultat dilué par action	1,16 \$	1,16 \$	1,06 \$	1,24 \$	1,12 \$	0,04 \$	2,32 \$	2,12 \$	0,20 \$
Résultat dilué par action, avant amortissement a)	1,21	1,19	1,10	1,27	1,17	0,04	2,40	2,20	0,20
Dividende déclaré par action	0,46	0,44	0,44	0,40	0,40	0,06	0,90	0,75	0,15
Valeur comptable d'une action	25,60	24,93	24,24	24,31	23,82	1,78	25,60	23,82	1,78
Cours de clôture d'une action	56,65	55,28	57,55	55,40	51,90	4,75	56,65	51,90	4,75
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	28,2	27,7	28,8	27,8	26,1	2,1	28,2	26,1	2,1

Au

	30 avril 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 juillet 2004	30 avril 2004	Variation par rapport au 30 avril 2004
Points saillants du bilan						
Actif c)	292 356 \$	294 094 \$	265 194 \$	261 944 \$	273 056 \$	7,1 %
Solde net des prêts et acceptations	172 641	160 825	156 248	158 046	156 436	10,4
Dépôts	191 045	182 332	175 190	181 059	184 927	3,3
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	12 764	12 482	12 143	12 179	11 963	6,7

Pour les trois mois terminés le

Pour les six mois terminés le

	30 avril 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 juillet 2004	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Principales mesures financières (%) b)							
Rendement total moyen des capitaux propres, annualisé sur cinq ans	19,6	21,8	18,9	18,7	14,8	19,6	14,8
Croissance du résultat dilué par action	3,6	16,0	9,3	30,5	45,5	9,4	39,5
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement a)	3,4	15,5	10,0	28,3	44,4	9,1	37,5
Rendement des capitaux propres	19,5	19,4	17,8	21,0	20,4	19,5	19,4
Rendement des capitaux propres, avant amortissement a)	20,2	20,0	18,5	21,7	21,1	20,1	20,1
Croissance du profit économique net a)	(2,1)	22,0	10,3	53,7	+100	8,5	+100
Croissance du revenu	(0,4)	3,4	(3,9)	3,8	12,7	1,5	8,1
Croissance du revenu (bic) a)	(0,7)	2,9	(4,3)	4,0	12,2	1,1	7,8
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	65,9	63,6	66,4	65,2	65,0	64,7	66,0
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) a)	65,0	62,9	65,5	64,3	64,0	63,9	64,9
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu, avant amortissement (bic) a)	64,0	61,9	64,4	63,2	62,9	62,9	63,8
Provision (annualisée) pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations	0,01	0,11	(0,03)	(0,28)	0,01	0,06	0,03
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la réserve pour créances irrécouvrables	6,77	7,10	7,47	8,90	10,28	6,77	10,28
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	27,6	25,0	25,8	27,3	29,2	27,6	29,2
Ratio du capital de première catégorie	9,38	9,72	9,81	9,44	9,67	9,38	9,67
Cote de crédit							
Standard & Poor's	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-
Moody's	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3

Autres ratios financiers (%) sauf indication contraire) b)

Rendement total des capitaux propres sur douze mois	12,6	(1,5)	20,0	27,5	33,1	12,6	33,1
Rendement des actions	3,2	3,2	3,1	2,9	3,1	3,2	2,9
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	12,3	12,1	13,0	12,8	12,8	12,3	12,8
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	2,21	2,22	2,37	2,28	2,18	2,21	2,18
Profit économique net (en millions de dollars) a)	296	291	244	339	302	587	540
Rendement de l'actif moyen	0,79	0,81	0,83	0,95	0,87	0,80	0,82
Marge nette d'intérêts	1,56	1,61	1,77	1,82	1,70	1,58	1,76
Marge nette d'intérêts (bic) a)	1,60	1,64	1,82	1,87	1,75	1,62	1,82
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	50,7	50,3	47,7	47,5	52,0	50,5	49,7
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total (bic) a)	50,1	49,7	47,1	46,9	51,2	49,9	48,9
Croissance des frais autres que d'intérêts	0,9	(1,8)	(3,4)	3,6	5,4	(0,4)	2,2
Ratio du capital total	11,30	11,50	11,31	11,19	11,53	11,30	11,53
Ratio du capital de première catégorie, selon les normes américaines	8,93	9,28	9,44	9,10	9,28	8,93	9,28
Ratio des capitaux propres à l'actif d)	4,6	4,4	4,8	4,9	4,6	4,6	4,6

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » aux pages 5 et 6 pour une explication des résultats avant amortissement, des données présentées sur une base d'imposition comparable (bic) et du profit économique net. Les organes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises fournissent les lecteurs de ces analyses que les résultats et autres mesures rajustés selon une base autre que les principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard en vertu des PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

b) Résultats pour la période terminée à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas.

c) Se reporter à l'information sur les entités à détenteurs de droits variables, à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires, non vérifiés, du 30 avril 2005.

d) Le ratio des capitaux propres à l'actif a été révisé afin d'exclure du numérateur la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales. Les ratios des périodes précédentes ont été calculés à nouveau en fonction de la présentation adoptée pour la présente période.

Rapport de gestion

Principaux points de comparaison avec les résultats du deuxième trimestre de l'an dernier :

- Revenu net de 600 millions de dollars, en hausse de 9 millions ou de 1,6 %. Abstraction faite des éléments significatifs, le revenu net a diminué de 30 millions de dollars, ou de 5,2 %.
- Résultat par action¹ (RPA) en hausse de 3,6 % grâce à l'avantage découlant de la forte croissance des services bancaires aux particuliers et aux entreprises et des services de gestion de patrimoine, qui est réduit par la diminution du revenu net de certains secteurs du groupe Services d'investissement et la baisse des gains tirés du portefeuille de titres.
- RPA de 1,16 \$, en hausse de 3,6 %, et RPA avant amortissement² de 1,21 \$, en hausse de 3,4 %.
- Rendement des capitaux propres (RCP) de 19,5 %, alors qu'il était de 20,4 % un an plus tôt.
- Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 46 millions de dollars et réduction de la réserve générale de 40 millions semblables à l'an dernier.
- Baisse du revenu² de 0,7 % (croissance de 1,6 % en excluant l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain).
- Hausse des frais de 0,9 % (hausse de 3,4 % en excluant l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain).
- Recul du ratio de productivité² de 101 points de base à 65,0 % et recul du ratio de productivité avant amortissement² de 106 points de base à 64,0 %.

- Ratio du capital de première catégorie de 9,38 %, alors qu'il était de 9,67 % il y a un an et de 9,72 % à la fin du premier trimestre.

Principaux points de comparaison avec les résultats du premier semestre de l'an dernier :

- Revenu net de 1 202 millions de dollars, en hausse de 90 millions ou de 8,1 %.
- RPA de 2,32 \$, en hausse de 9,4 %, et RPA avant amortissement de 2,40 \$, en hausse de 9,1 %.
- RCP de 19,5 %, alors qu'il était de 19,4 % un an plus tôt.
- Amélioration du ratio de productivité de 98 points de base à 63,9 % et amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 90 points de base à 62,9 %.

Autres points saillants :

- Le revenu net est resté relativement inchangé par rapport au premier trimestre de 2005.
- Le groupe Gestion privée a haussé son revenu net trimestriel à un niveau record.
- La provision spécifique pour créances irrécouvrables prévue est maintenant de 275 millions de dollars ou moins pour l'exercice 2005, alors que la cible fixée pour l'exercice était de 400 millions ou moins et que notre plus récente estimation s'élevait à 350 millions ou moins.

1 Sauf indication contraire, lorsqu'il est question de résultat par action (RPA) dans le présent Rapport de gestion, il s'agit toujours du résultat dilué par action.

2 Les rajustements qui ont pour effet de substituer les résultats avant amortissement aux résultats selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et de substituer le revenu et les impôts sur les bénéfices sur une base d'imposition comparable (bic) au revenu et aux impôts sur les bénéfices selon les PCGR sont exposés plus loin dans la section « Mesures non conformes aux PCGR » de l'Analyse des résultats financiers, où sont également expliqués toutes les mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches

équivalents selon les PCGR. Les revenus et les impôts sur les bénéfices sont indiqués dans les états financiers conformément aux PCGR. Sauf en ce qui concerne les états financiers, tous les revenus et impôts sur les bénéfices, ainsi que les mesures qui incluent des revenus ou des impôts sur les bénéfices, qui sont présentés dans le présent Rapport de gestion le sont sur une base d'imposition comparable.

Les références aux services aux particuliers et aux entreprises concernent les activités du groupe Particuliers et entreprises et les références à la gestion de patrimoine concernent les activités du groupe Gestion privée.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent rapport trimestriel, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal ainsi que ses filiales.

Les commentaires contenus dans le Rapport de gestion sont en date du 25 mai 2005. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

Sommaire des résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)	T2-2005	Augmentation/(Diminution) c. T2-2004		Augmentation/(Diminution) c. T1-2005		Cumul 2005	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2004	
Revenu selon les états financiers	2 397	(9)	-	(14)	(1 %)	4 808	69	1 %
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	31	(8)	(19 %)	3	13 %	59	(18)	(23 %)
Revenu (bic) 1)	2 428	(17)	(1 %)	(11)	-	4 867	51	1 %
Provision spécifique pour créances irrécouvrables	46	1	2 %	3	7 %	89	(11)	(11 %)
Réduction de la réserve générale	(40)	-	-	(40)	(100 %)	(40)	40	50 %
Total - provision pour créances irrécouvrables	6	1	19 %	(37)	(86 %)	49	29	+100 %
Frais autres que d'intérêts	1 579	14	1 %	46	3 %	3 112	(14)	-
Impôts sur les bénéfices selon les états financiers	198	(43)	(18 %)	(21)	(10 %)	417	(56)	(12 %)
Rajustement sur une base d'imposition comparable	31	(8)	(19 %)	3	13 %	59	(18)	(23 %)
Impôts sur les bénéfices (bic) 1)	229	(51)	(18 %)	(18)	(7 %)	476	(74)	(13 %)
Revenu net	600	9	2 %	(2)	-	1 202	90	8 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	21	2	11 %	2	13 %	40	2	4 %
Revenu net avant amortissement 1)	621	11	2 %	-	-	1 242	92	8 %
Résultat de base par action (en dollars)	1,19	0,03	3 %	0,01	1 %	2,37	0,19	9 %
Résultat dilué par action (en dollars)	1,16	0,04	4 %	-	-	2,32	0,20	9 %
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars) 1)	1,21	0,04	3 %	0,02	2 %	2,40	0,20	9 %
Rendement des capitaux propres (RCP)	19,5 %		(0,9 %)		0,1 %	19,5 %		0,1 %
RCP avant amortissement 1)	20,2 %		(0,9 %)		0,2 %	20,1 %		-
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	65,9 %		0,9 %		2,3 %	64,7 %		(1,3 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) 1)	65,0 %		1,0 %		2,1 %	63,9 %		(1,0 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic) 1)	64,0 %		1,1 %		2,1 %	62,9 %		(0,9 %)
Marge nette d'intérêts	1,56 %		(0,14 %)		(0,05 %)	1,58 %		(0,18 %)
Marge nette d'intérêts (bic) 1)	1,60 %		(0,15 %)		(0,04 %)	1,62 %		(0,20 %)
Ventilation du revenu net entre les groupes d'exploitation :								
Groupe Particuliers et entreprises	293	87	42 %	(1)	-	587	140	31 %
Groupe Gestion privée	77	14	24 %	4	6 %	150	34	30 %
Groupe Services d'investissement	206	-	-	(31)	(13 %)	443	32	8 %
Groupe Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	24	(92)	(79 %)	26	+100 %	22	(116)	(84 %)
Revenu net - BMO Groupe financier	600	9	2 %	(2)	-	1 202	90	8 %

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir plus haut la note 2 des principaux points de comparaison des résultats et la section « Mesures non conformes aux PCGR » aux pages 5 et 6, qui portent sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent Rapport de gestion.

Revue des résultats

Le revenu net pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2005 s'élève à 600 millions de dollars, soit une augmentation de 9 millions, ou de 1,6 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le RPA a progressé de 0,04 \$, ou de 3,6 %, pour s'établir à 1,16 \$.

« Le revenu net a légèrement progressé par rapport à l'an dernier, mais si on fait abstraction des éléments significatifs, il a diminué, a déclaré Tony Comper, président et chef de la direction de BMO Groupe financier, lorsque les résultats ont été rendus publics le 25 mai 2005. Nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises et nos services de gestion de patrimoine ont inscrit une bonne augmentation de leur revenu net. Cependant, nous avons obtenu de moins bons résultats dans certains secteurs de nos services d'investissement et nos gains tirés du portefeuille de titres ont diminué. »

Les résultats du trimestre et des périodes comparables comprennent un certain nombre d'éléments significatifs. L'analyse qui suit montre l'incidence de ces éléments afin d'aider les lecteurs à évaluer les résultats sous-jacents. Pour ce trimestre, nous avons également ajouté à la fin du Rapport de gestion, à la page 21, un tableau qui présente le détail des éléments significatifs et leur incidence sur le revenu net des groupes et de l'ensemble de BMO à l'intention des lecteurs désireux de consulter un sommaire.

Abstraction faite des éléments significatifs énumérés ci-dessous relatifs aux résultats des deux trimestres, le revenu net s'établit à 537 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2005, en baisse de 30 millions, ou de 5,2 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Une fois le même rajustement pris en compte, le RPA s'établit à 1,04 \$ et le RPA avant amortissement, à 1,09 \$, par comparaison à 1,07 \$ et 1,12 \$ respectivement à la période correspondante de l'exercice précédent. La dépréciation du dollar américain a réduit le revenu net de BMO de 12 millions de dollars comparativement à l'an dernier.

Pour le deuxième trimestre de 2005, le revenu net a bénéficié d'une incidence nette de 63 millions de dollars après impôts en raison des éléments ci-dessous :

- Une augmentation de 44 millions de dollars (37 millions après impôts) du revenu du groupe Services d'investissement, liée à la restructuration des entités de titrisation des clients ou entités à détenteurs de droits variables (EDDV).
- Une réduction de 40 millions de dollars (26 millions après impôts) de la réserve générale pour créances irrécouvrables, qui se reflète dans les résultats du groupe Services d'entreprise.
- Un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs de 20 millions de dollars, comptabilisé dans les résultats du groupe Particuliers et entreprises.
- Une provision de 25 millions de dollars (16 millions après impôts) liée à un litige, inscrite dans les frais du groupe Services d'entreprise.
- Une réduction de 6 millions de dollars (4 millions après impôts) des gains sur titres de placement du groupe Services d'investissement, correspondant à l'incidence au deuxième trimestre de la nouvelle façon de comptabiliser les investissements des filiales ayant des activités de banque d'affaires qui a été adoptée au premier trimestre.

Le revenu net du deuxième trimestre de 2004 avait bénéficié d'une incidence nette de 24 millions de dollars après impôts en raison des éléments ci-dessous :

- Une réduction de 40 millions de dollars (26 millions après impôts) de la réserve générale pour créances irrécouvrables, comptabilisée dans les résultats du groupe Services d'entreprise.
- Des gains nets sur titres de placement de 93 millions de dollars (60 millions après impôts) comptabilisés dans les résultats des groupes Services d'investissement et Services d'entreprise.
- Des frais d'intérêts de 44 millions de dollars (29 millions après impôts) comptabilisés dans les résultats du groupe Services d'investissement à la suite du dénouement de contrats de couverture en rapport avec la vente de titres à revenu fixe.
- Un rajustement de 51 millions de dollars (33 millions après impôts) qui a réduit les revenus de services de cartes du groupe Particuliers et entreprises.

Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises au deuxième trimestre s'est accru de 87 millions de dollars, ou de 42 %, comparative-ment à l'an dernier, en partie grâce au recouvrement d'impôts sur les bénéfiques et au rajustement des frais de services de cartes. Si on fait abstraction de ces deux éléments significatifs, le revenu net du groupe a progressé de 14 %. La croissance des volumes dans l'ensemble des secteurs au Canada et aux États-Unis a contribué à cette progression, qui a cependant été partiellement neutralisée par le rétrécissement des marges nettes d'intérêts. Le revenu net du groupe Gestion privée a progressé de 14 millions de dollars, ou de 24 %, grâce à la vigueur des services de placement traditionnels et des fonds d'investissement ainsi qu'à la réduction des frais. Le revenu net du groupe Services d'investissement est demeuré stable, mais il a diminué après le rajustement pour tenir compte des éléments significatifs ci-dessus, en raison de revenus moins élevés dans certains de ses secteurs d'activité. Les frais ainsi que la provision pour créances irrécouvrables du groupe sont moins élevés que l'an dernier. Quant au revenu net du groupe Services d'entreprise, il a reculé de 92 millions de dollars par rapport à l'an dernier, en raison d'une baisse des recouvrements de pertes sur créances et de la provision liée à un litige inscrite en 2005, et du niveau élevé des gains nets sur titres de placement et des gains de change comptabilisés en 2004.

Comparativement au premier trimestre, le revenu net a diminué de 2 millions de dollars. Le revenu net du premier trimestre avait bénéficié de l'incidence, qui se chiffre à 53 millions de dollars après impôts, de certains éléments significatifs, comptabilisés principalement dans les résultats du groupe Services d'investissement :

- L'incidence, au montant de 32 millions de dollars (21 millions après impôts), d'une modification de la façon de comptabiliser les investissements des filiales qui ont des activités de banques d'affaires, qui a augmenté les gains sur titres de placement.
- Un recouvrement de 32 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices des années précédentes.

Si on fait abstraction de l'incidence de l'avantage de 63 millions de dollars après impôts découlant des éléments significatifs inclus dans les résultats du deuxième trimestre de 2005 et de l'avantage de 53 millions après impôts découlant des éléments significatifs ci-dessus inclus dans les résultats du premier trimestre, le revenu net a reculé de 12 millions de dollars, ou de 2,1 %, comparativement au premier trimestre.

Dans notre secteur des services de gestion de patrimoine, le revenu net a progressé par rapport au premier trimestre grâce à la vigueur des activités de placement à service complet, tandis qu'il est demeuré stable dans celui des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, le recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs ayant été neutralisé par l'incidence du fait que le trimestre comptait trois jours de moins que le précédent ainsi que par la hausse des coûts. Si on fait abstraction des éléments significatifs mentionnés plus haut qui ont influé sur les résultats du groupe Services d'investissement, les résultats du groupe ont diminué, la baisse du revenu ayant été supérieure aux avantages découlant de la réduction des frais.

Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu net se chiffre à 1 202 millions de dollars, soit une progression de 90 millions, ou de 8,1 %, par rapport à la période comparable en 2004. Le RPA s'élève à 2,32 \$, soit une hausse de 0,20 \$ ou de 9,4 %, et le RPA avant amortissement atteint 2,40 \$, en hausse de 0,20 \$ ou de 9,1 %.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, certains éléments significatifs ont influé sur les résultats de chacun des deux premiers trimestres de 2005 de même que sur ceux du deuxième trimestre de 2004. Au premier trimestre de 2004, le revenu net s'était également accru d'un montant net de 18 millions de dollars, sous l'effet combiné des éléments significatifs suivants qui avaient été comptabilisés dans les résultats des Services d'entreprise :

- L'incidence ponctuelle d'une modification de la façon de comptabiliser les frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires, qui a augmenté le revenu net d'intérêts de 42 millions de dollars (27 millions après impôts).

- L'incidence ponctuelle d'une modification de la façon de comptabiliser les gains et les pertes sur les actions de la Banque de Montréal détenues par les filiales de BMO, qui a réduit les revenus de négociation autres que d'intérêts de 26 millions de dollars (16 millions après impôts).
- Une réduction de la réserve générale pour créances irrécouvrables qui a diminué la provision pour créances irrécouvrables de 40 millions de dollars (26 millions après impôts).
- Une hausse des passifs d'impôts futurs liés à des biens immobiliers aux États-Unis, qui a augmenté la provision pour impôts sur les bénéfices de 19 millions de dollars.

Abstraction faite de l'incidence favorable des éléments significatifs sur les résultats du premier semestre de 2005, qui se chiffre à 116 millions de dollars (ou 0,22 \$ par action) après impôts, et de l'incidence sur les résultats de la période comparable en 2004, qui se chiffre à 42 millions (ou 0,08 \$ par action) après impôts, le revenu net du premier semestre s'élève à 1 086 millions de dollars, soit une hausse de 16 millions, ou de 1,5 %, comparativement à l'an dernier. Une fois les mêmes rajustements pris en compte, le RPA du premier semestre a progressé de 0,06 \$, ou de 2,9 %, pour s'établir à 2,10 \$, et le RPA avant amortissement, de 0,06 \$, ou de 2,8 %, pour s'établir à 2,18 \$. La dépréciation du dollar américain a occasionné une baisse de 25 millions de dollars du revenu net de BMO pour le premier semestre comparativement à la même période l'an dernier.

Les résultats du premier semestre ont bénéficié d'une gestion des coûts efficace, de la croissance des volumes des services bancaires aux particuliers et aux entreprises ainsi que de la hausse des revenus tirés des activités de placement à service complet et des fonds d'investissement dans le cadre des services de gestion de patrimoine. Ces augmentations ont toutefois été partiellement neutralisées par la baisse des revenus de certains des secteurs d'activité de nos services d'investissement ainsi que par la forte diminution des revenus et la baisse des recouvrements de pertes sur créances dans les Services d'entreprise, en partie à cause d'une réduction accrue de la réserve générale en 2004.

« En nous basant sur nos résultats du premier semestre, nous demeurons résolus à atteindre nos cibles financières pour l'exercice, même s'il sera très difficile d'améliorer notre ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base alors que nous continuons à investir pour développer nos activités, a ajouté M. Comper. Bien que la croissance de certains de nos secteurs d'activité ait été un peu moins robuste qu'au cours des dernières périodes, nous devrions continuer à bénéficier des atouts qui font notre force, de nos efforts d'expansion et d'amélioration des résultats de nos activités aux États-Unis et de l'efficacité de notre gestion du crédit. »

Le revenu¹ a diminué de 17 millions de dollars, ou de 0,7 %, pour le trimestre par rapport à l'an dernier et se chiffre à 2 428 millions. Si on effectue un rajustement relativement à l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, le revenu a augmenté de 38 millions, ou de 1,6 %. Le revenu du groupe Particuliers et entreprises a progressé de 118 millions de dollars, grâce à la forte croissance des volumes au Canada et aux États-Unis et à l'incidence du rajustement des frais de services de cartes comptabilisé l'an dernier, facteurs partiellement neutralisés par le rétrécissement des marges nettes d'intérêts. L'apport des entreprises acquises aux États-Unis à l'augmentation du revenu s'élève à 25 millions de dollars. Le revenu du groupe Gestion privée s'est accru de 13 millions de dollars, grâce à la hausse des revenus tirés des activités de placement à service complet et des fonds d'investissement, ainsi qu'à l'amélioration des marges des placements à terme. Le revenu du groupe Services d'investissement a chuté de 57 millions de dollars, en raison de la baisse du revenu net d'intérêts et des revenus de négociation et du ralentissement dans le secteur des prises fermes de titres de participation et d'emprunt. Cependant, les revenus de commissions et les revenus tirés des activités de fusion et acquisition ont augmenté, grâce à une plus grande activité de la part des clients, tandis que la restructuration des EDDV augmentait elle aussi le revenu. Le revenu des Services d'entreprise a sensiblement diminué, en raison du niveau élevé des gains nets sur titres de placement et des gains de change au cours de la période correspondante l'an dernier.

Par rapport au premier trimestre, le revenu a diminué de 11 millions de dollars, ou de 0,5 %, en partie parce que le deuxième trimestre comptait trois jours de moins que le précédent. Le groupe Gestion privée a sensiblement accru son revenu, grâce à la hausse des revenus tirés des activités de placement à service complet et des fonds d'in-

vestissement, tandis que le revenu du groupe Particuliers et entreprises diminuait, le nombre moindre de jours civils et un léger rétrécissement de la marge nette d'intérêts ayant neutralisé les avantages de la croissance des volumes. Le revenu du groupe Services d'investissement a diminué en raison du ralentissement des activités de prise ferme de titres d'emprunt, de la baisse des revenus de négociation et du recul des gains nets sur titres de placement. Les résultats du premier trimestre comprenaient une hausse de 30 millions de dollars et ceux du deuxième trimestre, une baisse de 6 millions au chapitre des gains non matérialisés découlant de l'évaluation des investissements des banques d'affaires à leur juste valeur, en raison de la modification de convention comptable effectuée au premier trimestre et visant à comptabiliser les investissements des filiales qui ont des activités de banque d'affaires à leur juste valeur. La croissance du revenu du groupe a bénéficié de la comptabilisation du revenu produit par la restructuration des EDDV.

Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu a progressé de 51 millions de dollars, ou de 1,1 %, pour s'établir à 4 867 millions de dollars. Si on effectue un rajustement relativement à l'incidence de la dépréciation du dollar américain, sa progression s'élève à 158 millions, ou 3,3 %. Le revenu du groupe Particuliers et entreprises a fortement progressé, grâce à la croissance des volumes dans la plupart de ses secteurs d'activité et notamment à la hausse des revenus des services de cartes, tandis que celui du groupe Gestion privée augmentait grâce aux activités de placement à service complet et aux fonds d'investissement. Le revenu des groupes Services d'investissement et Services d'entreprise a diminué, en grande partie à cause des mêmes facteurs qui ont occasionné le recul de leur revenu au deuxième trimestre comparativement au trimestre correspondant en 2004. La croissance du revenu a bénéficié de l'effet combiné, qui se chiffre à 54 millions de dollars sur 12 mois, du revenu comptabilisé pour la restructuration des EDDV, de la comptabilisation des investissements de banques d'affaires à leur juste valeur en 2005 ainsi que de la modification en 2004 de la façon de comptabiliser les frais de remboursement anticipé des prêts hypothécaires et les gains et pertes liés aux actions de la Banque de Montréal détenues par ses filiales.

La marge nette d'intérêts¹ s'établissait à 1,60 % pour le deuxième trimestre de 2005, soit un recul de 15 points de base par rapport à l'an dernier, dont 12 points sont liés aux actifs des EDDV, et de 4 points de base comparativement au premier trimestre. Les marges nettes d'intérêts des groupes Particuliers et entreprises et Services d'investissement se sont toutes deux contractées par rapport à l'an dernier et par rapport au premier trimestre. Le 1^{er} novembre 2004, nous avons commencé à consolider certaines entités de titrisation de nos clients, conformément à l'adoption des nouvelles règles comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) concernant la consolidation des EDDV. Cette mesure a réduit la marge nette d'intérêts, car elle a entraîné l'inclusion d'éléments d'actif moyen d'une valeur approximative de 21 milliards de dollars dans le bilan de BMO aux premier et deuxième trimestres de 2005 (incidence de 12 points de base pour les deux périodes). Le 29 avril, nous avons terminé la restructuration de ces EDDV et les actifs de ces entités ne sont plus inclus dans le bilan de BMO à compter de cette date. En conséquence, la marge nette d'intérêts des prochains trimestres comptera environ 12 points de base de plus qu'elle en compterait autrement. Les marges nettes d'intérêts sont présentées en détail dans la section Revenu à la page 7.

Les frais autres que d'intérêts se chiffrent à 1 579 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2005, soit une augmentation de 14 millions, ou de 0,9 %, comparativement à l'an dernier, et de 46 millions, ou de 2,9 %, par rapport au premier trimestre. Ces augmentations sont attribuables en partie à la provision liée à un litige incluse dans les frais des Services d'entreprise. Les entreprises acquises dans le cadre des services aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis sont responsables à hauteur de 20 millions de dollars de la croissance des frais par rapport à l'an dernier.

Le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu¹ (ou ratio de productivité) s'établissait à 65,0 % pour le deuxième trimestre, alors qu'il était de 64,0 % il y a un an et de 62,9 % au premier trimestre. Le ratio de productivité avant amortissement¹ s'établissait à 64,0 % pour le trimestre, soit un recul de 106 points de base par rapport à l'an dernier. Ce recul est dû à une hausse du ratio des frais au revenu dans le groupe Services d'investissement, où les baisses de revenus se sont concentrées principalement dans des secteurs aux coûts variables relativement peu élevés. Ce recul est également lié à la baisse du revenu des Services d'entreprise attribuable à la diminution des gains tirés du portefeuille de titres

1 Sur une base d'imposition comparable - voir la section « Mesures non conformes aux PCGR »

de placement et des gains de change, ainsi qu'à la provision liée à un litige. Le ratio de productivité avant amortissement pour le premier semestre, qui s'établit à 62,9 %, constitue une amélioration de 90 points de base par rapport à la période comparable en 2004. Abstraction faite du revenu lié à la restructuration des EDDV, le ratio de productivité avant amortissement pour le premier semestre s'est amélioré de 31 points de base. Notre objectif est d'améliorer le ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base en 2005. L'écart entre la cible et le résultat pour le premier semestre est attribuable au recul subi par le ratio au deuxième trimestre.

Les frais autres que d'intérêts comprennent une provision de 25 millions de dollars en rapport avec une poursuite judiciaire contre une entreprise acquise par le groupe Gestion privée aux États-Unis en 2002. La provision a été comptabilisée dans les résultats des Services d'entreprise aux États-Unis, étant donné que l'objet du litige n'a aucun rapport avec les activités courantes du groupe Gestion privée.

Les résultats du trimestre comprennent une provision spécifique pour créances irrécouvrables de 46 millions de dollars, alors que la provision spécifique était de 45 millions il y a un an et de 43 millions au premier trimestre. La réserve générale pour créances irrécouvrables a été réduite de 40 millions de dollars au deuxième trimestre de 2005, de même qu'aux premier et deuxième trimestres de 2004. Les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables se chiffrent à 89 millions de dollars pour le premier semestre, alors qu'elles s'élevaient à 100 millions l'an dernier. Nous prévoyons maintenant une provision spécifique pour créances irrécouvrables de 275 millions de dollars ou moins pour l'exercice 2005, alors que notre cible pour l'exercice est de 400 millions ou moins et que notre plus récente estimation était de 350 millions ou moins.

Le ratio du capital de première catégorie se chiffre à 9,38 %, alors qu'il était de 9,72 % à la fin du premier trimestre et de 9,81 % à la fin de 2004. Ces baisses sont principalement attribuables à l'augmentation des actifs pondérés en fonction des risques, elle-même due en grande partie à la croissance des prêts des groupes Particuliers et entreprises et Services d'investissement.

Au cours du trimestre, nous avons vendu notre participation dans le terrain et l'immeuble situés au 111, West Monroe Street, notre siège social de Chicago, pour une somme de 114 millions de dollars américains. Au même moment, nous avons conclu des contrats de location couvrant environ la moitié de l'immeuble. Le gain nominal provenant de la vente a été reporté et sera amorti sur la durée du contrat de cession-bail.

Au cours du trimestre, nous avons racheté 3 252 800 actions ordinaires de la Banque de Montréal dans le cadre de notre programme de rachat d'actions ordinaires, à un prix moyen de 55,48 \$ l'action, pour une somme totale de 180 millions de dollars.

qui consiste à améliorer notre ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base alors que nous continuons à investir pour développer nos activités.

Après avoir progressé de 2,8 % au cours de l'année civile 2004, le PIB réel du Canada devrait progresser de 2,9 % en 2005, soit une croissance légèrement inférieure à l'estimation de 3,2 % que nous avons faite au début de l'année. La faiblesse des taux d'intérêt continue à favoriser les dépenses des particuliers et des entreprises, alors que la vigueur du dollar canadien continue à ralentir les exportations. Les taux d'intérêt à court terme devraient rester stables jusqu'à l'automne, avant de remonter lentement vers la fin de l'année. La faiblesse des taux d'intérêt devrait soutenir la croissance des prêts hypothécaires à l'habitation et du crédit aux entreprises jusqu'à la fin de l'année. Quant au dollar canadien, il devrait continuer à s'échanger dans une fourchette étroite de 79 à 81 cents américains au cours des prochains mois, l'excédent commercial canadien faisant contreponds dans une certaine mesure aux effets de la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et de l'incertitude politique au Canada.

Même si elle ne maintiendra pas le rythme de croissance rapide de 4,4 % inscrit en 2004, en raison de la réduction des stimulants monétaires et fiscaux et de la hausse des coûts de l'énergie, l'économie américaine devrait continuer à croître à un bon rythme en 2005, soit 3,6 %, alors que notre estimation de fin d'année était légèrement plus élevée, à 3,7 %. Dans un contexte de confiance accrue et de profits à la hausse, les dépenses en immobilisations des entreprises pour accroître leur productivité devraient demeurer élevées, ce qui favorisera la demande de prêts aux entreprises. Cependant, la hausse progressive des taux d'intérêt par la Réserve fédérale pourrait réduire les dépenses des particuliers et refroidir le marché de l'habitation, réduisant ainsi la demande de prêts hypothécaires à l'habitation.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Un cadre de gouvernance financière rigoureux et complet a été mis en place au sein de BMO et de ses filiales, aux niveaux de la direction et du Conseil d'administration. Chaque année, le rapport annuel de BMO contient une déclaration signée par le chef de la direction et le chef des finances faisant état de la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière contenue dans le rapport. Lors de la publication de son rapport annuel et d'autres documents d'information, en décembre 2004, BMO a déposé, comme l'année précédente, des déclarations certifiant ses résultats, signées par le chef de la direction et le chef des finances, auprès de la SEC des États-Unis. Dans ces déclarations, le chef de la direction et le chef des finances de BMO certifient, comme l'exige la loi Sarbanes Oxley des États-Unis, l'exactitude de l'information financière contenue dans nos documents d'information (formule 40-F), ainsi que l'efficacité des contrôles et des méthodes utilisés pour produire cette information. Le chef de la direction et le chef des finances de BMO certifient aux organismes de réglementation des valeurs mobilières l'exactitude de l'information financière contenue dans les rapports intermédiaires de BMO, y compris le présent Rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 30 avril 2005 qui l'accompagnent.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité de vérification de BMO a examiné le présent Rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints, et le Conseil d'administration de BMO a approuvé ces documents avant leur publication.

On trouvera une analyse plus détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans la section « Rapport de gestion » du Rapport annuel 2004 de BMO, accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, notre Rapport de gestion et nos États financiers consolidés vérifiés annuels, notre Notice annuelle et notre Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, www.bmo.com/relationsinvestisseurs, sur le site des autorités canadiennes en valeurs mobilières, www.sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à l'adresse www.sec.gov.

Cibles pour l'exercice 2005

- Croissance du RPA de 3 % à 8 %, par rapport à un montant de base de 4,21 \$ (excluant les changements apportés à la réserve générale).
- RCP de 17 % à 18 %.
- Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 400 millions de dollars ou moins.

Nous estimons maintenant que la provision spécifique sera de 275 millions de dollars ou moins pour 2005, alors que notre estimation était de 350 millions au premier trimestre.

- Ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 %.
- Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base.

Résultats cumulatifs depuis le début de l'exercice jusqu'au 30 avril 2005

- RPA de 2,27 \$, en hausse de 12 % par rapport à 2,02 \$ (excluant les changements apportés à la réserve générale au cours des deux exercices).
- RCP annualisé de 19,5 %.
- Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 89 millions de dollars.

- Ratio du capital de première catégorie de 9,38 %.
- Amélioration de 90 points de base (de 31 points de base en excluant le revenu de la restructuration des EDDV).

Perspectives concernant le revenu net et la conjoncture économique en 2005

Nous demeurons résolus à atteindre nos cibles pour l'exercice 2005, que nous avons établies à la fin de l'exercice précédent et qui sont énumérées ci-dessus. Il sera cependant très difficile d'atteindre celle

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent communiqué contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans des documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act, loi américaine de 1995. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs pour l'exercice 2005 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent des hypothèses, des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. Nous conseillons aux lecteurs du présent rapport trimestriel de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment : les activités des marchés financiers internationaux, les fluctuations de taux d'intérêt et de change, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, la conjoncture économique et politique dans certains secteurs et dans le monde, les modifications de la réglementation ou de la législation, les effets de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les mesures prises par la direction et les changements technologiques. Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom.

Analyse des résultats financiers

Mesures non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2005	T1-2005	T2-2004	Cumul-2005	Cumul-2004
Revenu net d'intérêts selon les états financiers a)	1 181	1 198	1 155	2 379	2 382
Revenu autre que d'intérêts	1 216	1 213	1 251	2 429	2 357
Revenu selon les états financiers b)	2 397	2 411	2 406	4 808	4 739
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic) c)	31	28	39	59	77
Revenu net d'intérêts (bic) (a+c) d) 1)	1 212	1 226	1 194	2 438	2 459
Revenu autre que d'intérêts	1 216	1 213	1 251	2 429	2 357
Revenu (bic) e) 1)	2 428	2 439	2 445	4 867	4 816
Provision pour impôts sur les bénéfices selon les états financiers	198	219	241	417	473
Rajustement sur une base d'imposition comparable	31	28	39	59	77
Provision pour impôts sur les bénéfices (bic) 1)	229	247	280	476	550
Frais autres que d'intérêts f)	1 579	1 533	1 565	3 112	3 126
Amortissement des actifs incorporels	(24)	(24)	(26)	(48)	(52)
Frais avant amortissement g) 1)	1 555	1 509	1 539	3 064	3 074
Revenu net	600	602	591	1 202	1 112
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	21	19	19	40	38
Revenu net avant amortissement 1)	621	621	610	1 242	1 150
Dividendes sur actions privilégiées	(8)	(8)	(9)	(16)	(17)
Charge au titre du capital 1)	(317)	(322)	(299)	(639)	(593)
Profit économique net 1)	296	291	302	587	540
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu 2) (%) ((f/b) x 100)	65,9	63,6	65,0	64,7	66,0
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) 1) 2) (%) ((f/e) x 100)	65,0	62,9	64,0	63,9	64,9
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic) 1) 2) (%) ((g/e) x 100)	64,0	61,9	62,9	62,9	63,8
Marge nette d'intérêts annualisée (%) ((a/actif moyen) x 100)	1,56	1,61	1,70	1,58	1,76
Marge nette d'intérêts (bic) annualisée 1) (%) ((d/actif moyen) x 100)	1,60	1,64	1,75	1,62	1,82
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	1,16	1,16	1,12	2,32	2,12
RPA avant amortissement 1) (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars)	1,21	1,19	1,17	2,40	2,20

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

2) Aussi appelé ratio de productivité ou ratio de productivité avant amortissement, selon le cas.

Pour évaluer ses résultats, BMO utilise à la fois des mesures conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) et certaines mesures qui ne sont pas conformes aux PCGR. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et les autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

Le tableau présenté plus haut rapproche les mesures non conformes aux PCGR, que la direction surveille régulièrement, et leurs équivalents selon les PCGR. Ce trimestre, principalement dans la Revue des résultats et dans le tableau qui figure à la dernière page du Rapport de gestion, nous avons signalé certains éléments significatifs et, pour aider les lecteurs à évaluer le rendement sous-jacent, nous avons modifié nos résultats selon les états financiers de manière à exclure l'incidence de ces éléments significatifs. Les montants et mesures qui excluent ces éléments ne sont pas conformes aux PCGR.

Les mesures du revenu net avant amortissement et du ratio de productivité avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement des actifs incorporels peut ne pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action (RPA) avant amortissement sont aussi utiles parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le RPA avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité avant amortissement.

BMO, comme plusieurs autres banques, analyse son revenu, et les ratios établis d'après son revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Pour plus de cohérence, le taux d'imposition effectif est également analysé sur une base d'imposition comparable. L'analyse sur une base d'imposition comparable permet de neutraliser l'effet, sur les ratios, d'avoir investi dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions des ratios, entre les périodes et entre les institutions, liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables. Dans le présent Rapport de gestion, tous les montants de revenus et d'impôts et les ratios correspondants sont présentés sur une base d'imposition comparable, à moins d'indication contraire.

Le profit économique net est le revenu net avant amortissement afférent aux actions ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

Change

L'affaiblissement du dollar américain a eu un effet à la baisse sur l'équivalent en dollars canadiens du revenu net, des revenus, des frais, des impôts sur les bénéfices et de la provision pour créances irrécouvrables de BMO libellés en dollars américains aux premier et deuxième trimestres de 2005, relativement aux périodes comparables de l'exercice précédent. Cependant, le dollar américain s'est quelque peu apprécié depuis le premier trimestre, ce qui a augmenté le revenu net, les revenus, les frais, les impôts sur les bénéfices et la provision pour créances irrécouvrables libellés en dollars américains au deuxième trimestre par rapport au premier. Le tableau suivant fait état des taux de change moyens entre les dollars canadien et américain et de l'impact des fluctuations de ces taux. Au début de chaque trimestre, BMO prend part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'incidence avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net en dollars américains pour ce trimestre. Ces opérations atténuent partiellement l'impact des fluctuations du taux de change à l'intérieur d'un trimestre. Le taux de change moyen entre les dollars canadien et américain aux premier et deuxième trimestres de

2005 se rapproche des taux respectifs de la fin des trimestres précédents. En conséquence, les gains sur opérations de couverture ont été peu élevés aux premier et deuxième trimestres de 2005.

Dans les périodes futures, les gains ou les pertes résultant de ces opérations de couverture seront déterminés à la fois par les fluctuations monétaires futures et par la valeur des opérations de couverture sous-jacentes futures, car les transactions sont conclues au début de chaque trimestre en rapport avec le revenu net prévu en dollars américains des trois prochains mois. Les effets des fluctuations de change sur nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Impôts sur les bénéfices à la page 10.

Effets des fluctuations du taux de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2005		Cumul 2005
	c. T2-2004	c. T1-2005	c. cumul 2004
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période courante	1,2336	1,2336	1,2216
Période précédente	1,3394	1,2100	1,3230
Revenu augmenté (réduit)	(55)	12	(107)
Frais réduits (augmentés)	40	(9)	73
Provision pour créances irrécouvrables réduite (augmentée)	(2)	-	-
Impôts sur les bénéfices réduits (augmentés)	3	(1)	7
Revenu net augmenté (réduit) avant gains sur opérations de couverture	(14)	2	(27)
Gains (pertes) sur opérations de couverture	2	2	3
Impôts sur les bénéfices	(1)	(1)	(1)
Revenu net augmenté (réduit)	(13)	3	(25)

Mesures de la valeur

Le rendement des capitaux propres (RCP) annualisé s'établit à 19,5 % pour le trimestre et pour le premier semestre. Ce résultat est supérieur à la cible de 17 % à 18 % que nous nous sommes fixée pour l'exercice, mais assez semblable au RCP du premier trimestre de 2005 et à celui du premier semestre de 2004. Au deuxième trimestre de 2004, le RCP s'élevait à 20,4 %.

Le RPA s'établit à 1,16 \$, soit une progression de 0,04 \$, ou de 3,6 %, par rapport au deuxième trimestre de 2004 et il est resté inchangé comparativement au premier trimestre. Pour les six premiers mois de l'exercice, le RPA se chiffre à 2,32 \$, soit une hausse de 0,20 \$, ou de 9,4 %, comparativement à la période correspondante l'an dernier. Si on fait abstraction de la réduction de la réserve générale en 2005 et en 2004, le RPA pour le premier semestre a progressé de 12 %, alors que notre cible pour l'exercice est une croissance du RPA de 3 % à 8 %.

Le profit économique net se chiffre à 296 millions de dollars (voir plus haut la section « Mesures non conformes aux PCGR »), alors qu'il était de 302 millions au deuxième trimestre de 2004. Pour le premier semestre, il s'élève à 587 millions de dollars, en hausse par rapport aux 540 millions enregistrés pour les six premiers mois de 2004.

Le rendement total des capitaux propres (RTCP) investis dans les actions ordinaires de BMO s'établit à 3,3 % pour le deuxième trimestre et à 12,6 % pour les douze mois terminés le 30 avril 2005. Le RTCP annualisé moyen de BMO pour la période de cinq années terminée le 30 avril 2005 s'établit à 19,6 %, un résultat conforme au RTCP moyen des six grandes banques canadiennes. Le rendement total annualisé moyen de l'indice TSX pour la même période est de 1,7 %. Le RTCP annualisé moyen sur cinq ans est notre principale mesure de la valeur pour les actionnaires et la plus importante des mesures de nos résultats financiers et de notre situation financière. Notre objectif fondamental est de maximiser la valeur pour les actionnaires et de nous classer, au fil du temps, dans le quartile supérieur de nos groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord pour le rendement total des capitaux propres.

Revenu net

Le revenu net et ses écarts entre les périodes ont été examinés plus haut dans la Revue des résultats. Le revenu net par groupe d'exploitation fait l'objet d'un examen plus détaillé dans l'Analyse des résultats des groupes d'exploitation qui suit.

Le revenu net provenant d'activités aux États-Unis totalise 129 millions de dollars, soit 21,5 % du revenu net de BMO pour le trimestre, ce qui est conforme au résultat de l'an dernier. Les résultats de nos activités aux États-Unis au deuxième trimestre de 2005 comprennent un revenu de 29 millions de dollars provenant de la restructuration des EDDV (et un revenu net connexe de 29 millions étant donné qu'aux États-Unis, les EDDV sont des entités non imposables). Les résultats de nos activités aux États-Unis ont également bénéficié d'une réduction de la provision pour créances irrécouvrables, partiellement neutralisée par l'incidence après impôts, au montant de 16 millions de dollars, de la provision liée à un litige. Les gains nets sur titres de placement des Services d'entreprise étaient beaucoup plus élevés pour la période correspondante l'an dernier.

Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu net provenant d'activités aux États-Unis totalise 285 millions de dollars, soit 23,7 % du revenu net de BMO, alors qu'il était de 177 millions, ou de 15,9 %, pour la période comparable en 2004. Cette amélioration est due principalement à l'augmentation du revenu net provenant des États-Unis au premier trimestre de 2005 comparativement au premier trimestre de 2004. La progression du revenu net s'explique principalement par la réduction de la provision pour créances irrécouvrables, la nouvelle façon de comptabiliser les investissements de banques d'affaires, l'augmentation des revenus de négociation et le rajustement de 19 millions de dollars appliqué aux passifs d'impôts futurs au premier trimestre de 2004.

Marge nette d'intérêts (bic)

(en points de base)	T2-2005	Augmentation/ (Diminution) c. T2-2004	Augmentation/ (Diminution) c. T1-2005	Cumul 2005	Augmentation/ (Diminution) c. cumul 2004
PE Canada	264	(5)	(4)	266	(3)
PE États-Unis	355	(37)	(3)	357	(38)
Groupe Particuliers et entreprises	279	(8)	(3)	281	(6)
Groupe Gestion privée	833	83	46	810	35
Groupe Services d'investissement	65	(17)	(3)	66	(19)
Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Total de BMO	160	(15)	(4)	162	(20)

n.s. - non significatif

Le revenu net d'intérêts se chiffre à 1 212 millions de dollars pour le deuxième trimestre, soit une hausse de 18 millions par rapport à l'an dernier. L'actif moyen s'est accru de 34,1 milliards de dollars, dont environ 21 milliards sont liés aux EDDV et 10,4 milliards au groupe Particuliers et entreprises. La marge nette d'intérêts s'est contractée de 15 points de base, dont environ 12 points sont liés aux actifs des EDDV. La marge nette d'intérêts s'est rétrécie au Canada, principalement en raison de l'évolution des préférences des clients vers des produits à plus faible marge et de l'intensification de la concurrence dans un contexte de faiblesse persistante des taux d'intérêt. La marge nette d'intérêts s'est également contractée sur le marché des services bancaires aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis, en raison des pressions de la concurrence qui ont limité notre capacité de répercuter les taux à court terme plus élevés sur les emprunteurs et de servir des taux moins élevés sur les dépôts à long terme. La marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement s'est rétrécie en raison de l'inclusion des actifs des EDDV (incidence de 9 points de base), du rétrécissement des marges sur les dépôts des clients et les prêts aux grandes entreprises, dans un contexte concurrentiel marqué par la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis, et dans les secteurs sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt à la suite de l'aplatissement de la courbe de rendement. Ces reculs ont été partiellement compensés par l'incidence des pertes de 44 millions de dollars constatées l'an dernier à la suite du dénouement de contrats de couverture liés à des titres de placement qui avaient été vendus.

Revenu

Tel que nous l'expliquons dans la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 6, BMO, comme plusieurs autres banques, analyse son revenu sur une base d'imposition comparable (bic) et tous les revenus et ratios calculés d'après son revenu dans le présent Rapport de gestion sont établis sur cette base.

Le revenu total et ses écarts ont été examinés plus haut dans la section intitulée Revue des résultats.

La marge nette d'intérêts s'établit à 1,60 % pour le deuxième trimestre de 2005, soit un recul de 15 points de base par rapport à l'an dernier, dont 12 points sont liés aux actifs des EDDV, et de 4 points de base comparativement au premier trimestre. Les marges nettes d'intérêts des groupes Particuliers et entreprises et Services d'investissement ont toutes deux diminué par rapport à l'an dernier et par rapport au premier trimestre. Le 1^{er} novembre 2004, nous avons commencé à consolider certaines entités de titrisation de nos clients, conformément à l'adoption des nouvelles règles comptables de l'ICCA concernant la consolidation des EDDV. Cette mesure a réduit la marge nette d'intérêts, car elle a entraîné l'inclusion d'éléments d'actif moyen d'une valeur approximative de 21 milliards de dollars dans le bilan de BMO aux premier et deuxième trimestres de 2005 (incidence de 12 points de base pour les deux périodes). Le 29 avril, nous avons terminé la restructuration de ces EDDV et ces entités ne sont plus incluses dans le bilan de BMO à compter de cette date. En conséquence, la marge nette d'intérêts de BMO des prochains trimestres, selon les états financiers, comptera environ 12 points de base de plus qu'elle en compterait autrement.

Par rapport au premier trimestre, le revenu net d'intérêts a diminué de 14 millions de dollars, le rétrécissement de la marge nette d'intérêts et l'incidence du moins grand nombre de jours au deuxième trimestre ayant plus que neutralisé l'incidence de la hausse de 14,7 milliards de l'actif moyen. L'augmentation de l'actif découle en grande partie de la croissance des actifs liés aux activités de négociation des clients sur les marchés financiers. Les réductions de marge ont été relativement modestes.

Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu net d'intérêts a diminué de 21 millions de dollars pour s'établir à 2 438 millions. L'actif moyen a progressé de 31 milliards de dollars, dont environ les deux tiers sont liés aux actifs des EDDV. Les groupes Services d'investissement et Particuliers et entreprises ont tous deux augmenté leur actif. Le revenu net d'intérêts du groupe Services d'investissement a diminué en raison de l'aplatissement de la courbe de rendement et de la situation concurrentielle sur les marchés. Le revenu net d'intérêts du groupe Particuliers et entreprises a été plus élevé, grâce à la croissance des volumes. Dans l'ensemble, la marge nette d'intérêts a perdu 20 points de base, dont 12 points en raison de la consolidation des EDDV. Pour la même période de l'exercice précédent, la perte de 44 millions de dollars découlant du dénouement de contrats de couverture subie par le groupe Services d'investissement n'avait pas eu d'incidence sur la marge nette d'intérêts car elle avait été compensée par l'incidence, au montant de 42 millions, du changement de la méthode de comptabilisation des frais de remboursement anticipé des prêts hypothécaires, comptabilisée par les Services d'entreprise.

Le revenu autre que d'intérêts s'élève à 1 216 millions de dollars pour le trimestre, soit une baisse de 35 millions, ou de 2,7 %, par rapport au deuxième trimestre de l'an dernier, attribuable au recul des gains nets sur titres de placement et des revenus de prise ferme et de négociation. Ces diminutions ont été partiellement compensées par l'augmentation des revenus tirés des fonds d'investissement, la comptabilisation du revenu lié à la restructuration des EDDV et la hausse des frais de services de cartes due en partie au rajustement de 51 millions de dollars appliqué à ces frais l'an dernier.

Par rapport au premier trimestre, le revenu autre que d'intérêts a progressé de 3 millions de dollars. Les commissions sur titres ont été plus élevées dans les groupes Gestion privée et Services d'investissement, de même que les revenus de titrisation et les revenus découlant de la restructuration des EDDV. Ces hausses ont cependant été partiellement neutralisées par la réduction des revenus des activités de prise ferme et de négociation, ainsi que par la baisse des gains nets sur titres de placement attribuable à la modification de la façon de comptabiliser les investissements des banques d'affaires à compter du premier trimestre.

Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu autre que d'intérêts s'est accru de 72 millions de dollars, ou de 3,1 %, pour s'établir à 2 429 millions. Les frais de services de cartes ont augmenté, en partie en raison du rajustement qui leur a été appliqué en 2004. Les revenus de négociation ont progressé, en partie grâce à l'incidence, qui se chiffre à 26 millions de dollars, de la nouvelle façon de comptabiliser les investissements dans les actions de BMO détenues par des filiales à compter du premier trimestre de l'exercice précédent. Les autres revenus, qui comprennent des revenus provenant de diverses sources, ont sensiblement augmenté, en partie grâce au gain découlant de la restructuration des EDDV. Les revenus tirés des fonds d'investissement et les revenus d'assurance ont aussi augmenté. La croissance globale a toutefois été réduite par la baisse des gains nets sur titres de placement. Les gains nets sur titres de placement se chiffrent à 49 millions de dollars pour le premier semestre de cette année, alors qu'ils s'élevaient à 133 millions pour la même période l'an dernier. Les commissions de prise ferme de titres de participation et d'emprunt ont diminué, de même que les revenus des opérations de titrisation, une tranche de nos prêts sur cartes de crédit titrisés étant arrivée à échéance au cours du premier trimestre. La dépréciation du dollar américain a ralenti la croissance générale du revenu autre que d'intérêts.

Gestion des risques

Provisions pour créances irrécouvrables (PCI)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2005	T1-2005	T2-2004	Cumul 2005	Cumul 2004
Nouvelles provisions spécifiques	108	93	117	201	314
Reprises sur réserves établies précédemment	(47)	(34)	(58)	(81)	(168)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(15)	(16)	(14)	(31)	(46)
Provision spécifique pour créances irrécouvrables	46	43	45	89	100
Réduction de la réserve générale	(40)	-	(40)	(40)	(80)
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	6	43	5	49	20
PCI spécifique en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,11 %	0,11 %	0,12 %	0,11 %	0,12 %
PCI en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,01 %	0,11 %	0,01 %	0,06 %	0,03 %

Modifications du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD)

SBPAD au début de la période	1 089	1 119	1 786	1 119	1918
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	138	89	190	227	432
Réduction des prêts et acceptations douteux	(68)	(47)	(352)	(115)	(617)
Augmentation (réduction) nette	70	42	(162)	112	(185)
Radiations	(107)	(72)	(121)	(179)	(230)
SBPAD à la fin de la période	1 052	1 089	1 503	1 052	1 503
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	0,61 %	0,67 %	0,95 %	0,61 %	0,67 %
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des réserves pour créances irrécouvrables	6,77 %	7,10 %	10,28 %	6,77 %	10,28 %

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts s'élèvent à 1 579 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2005, soit une hausse de 14 millions, ou de 0,9 %, comparativement à l'an dernier, attribuable aux entreprises acquises et à la provision liée à un litige incluse dans les coûts des Services d'entreprise, facteurs partiellement compensés par l'incidence de la dépréciation du dollar américain, qui se chiffre à 40 millions de dollars. Les coûts de la rémunération liée au rendement ont légèrement diminué, la baisse des coûts du groupe Services d'investissement ayant été en grande partie neutralisée par la croissance des coûts des autres groupes.

Comparativement au premier trimestre, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 46 millions de dollars, ou de 2,9 %, en raison de la provision liée à un litige, des entreprises acquises et de la hausse des frais liés aux immeubles et de divers autres coûts. Les coûts de la rémunération liée au rendement ont légèrement diminué.

Pour les six premiers mois de l'exercice, les frais autres que d'intérêts ont diminué de 14 millions de dollars, ou de 0,4 %, par rapport à l'an dernier et s'établissent à 3 112 millions. Cette diminution s'explique principalement par l'incidence de la dépréciation du dollar américain, qui se chiffre à 73 millions de dollars, et la baisse de la rémunération liée au rendement et des coûts des autres avantages sociaux, facteurs partiellement neutralisés par la provision liée à un litige et divers autres coûts.

Le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité) s'établit à 65,0 % pour le deuxième trimestre, alors qu'il était de 64,0 % il y a un an et de 62,9 % au premier trimestre. Le ratio de productivité avant amortissement s'établit à 64,0 % pour le trimestre, soit un recul de 106 points de base par rapport à l'an dernier; pour le premier semestre, le ratio de productivité avant amortissement se chiffre à 62,9 %, soit une amélioration de 90 points de base par rapport à la période comparable en 2004. Abstraction faite du revenu lié à la restructuration des EDDV, le ratio de productivité avant amortissement pour le deuxième trimestre de 2005 s'est détérioré de 225 points de base, alors qu'il s'est amélioré de 31 points de base pour les six premiers mois de l'exercice. Nous visons à améliorer notre ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base en 2005.

La provision pour créances irrécouvrables s'établit à 6 millions de dollars pour le trimestre, alors qu'elle se chiffrait à 5 millions pour le deuxième trimestre de 2004 et à 43 millions pour le premier trimestre de 2005. Pour les six premiers mois de l'exercice, la provision totalise 49 millions de dollars, alors qu'elle était de 20 millions pour la même période il y a un an. La réserve générale a été réduite de 40 millions de dollars au deuxième trimestre de 2005 ainsi qu'aux premier et deuxième trimestres de 2004.

Les provisions spécifiques s'établissent à 46 millions de dollars pour le trimestre, un montant similaire aux provisions des périodes comparables. Pour les six premiers mois de l'exercice, les provisions spécifiques s'élèvent à 89 millions de dollars, en baisse par rapport aux 100 millions pour la période comparable l'an dernier. La composition des provisions spécifiques est expliquée dans le tableau sur les provisions pour créances irrécouvrables présenté plus haut. Les nouvelles provisions spécifiques comprennent un montant relatif à l'insolvabilité de la Corporation Jetsgo, en rapport avec la Corporation Solutions Moneris, coentreprise de traitement de transactions par carte à laquelle la Banque participe. Sur une base annuelle, les provisions spécifiques du deuxième trimestre représentent 11 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, y compris les titres pris en pension, ce qui est essentiellement similaire aux résultats de l'an dernier et du premier trimestre de 2005. Pour les six premiers mois de l'exercice, également sur une base annuelle, les provisions spécifiques représentent 11 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, alors qu'elles représentaient 12 points de base il y a un an, et que pour les cinq derniers exercices, la moyenne est de 34 points de base.

Le portefeuille de prêts de BMO demeure constitué en grande partie de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises, qui sont plus stables et qui, abstraction faite des titres pris en pension, représentaient 86,1 % du portefeuille de prêts à la fin du deuxième trimestre. Ils en représentaient 84,8 % à la fin du deuxième trimestre de 2004 et 86,3 % à la fin de l'exercice 2004.

La qualité de l'actif et le rendement du portefeuille de prêts sont demeurés stables au cours du trimestre. Nos prévisions quant à la qualité du crédit demeurent positives pour 2005, car le niveau des engagements de BMO à l'égard de secteurs considérés comme risqués est suffisamment bas pour être acceptable, les taux de défaillance des entreprises sont bas et la croissance de l'économie américaine, bien qu'elle ralentisse, devrait demeurer relativement forte. Nous nous attendons à ce que la conjoncture du crédit demeure stable au cours des prochains mois, quoiqu'une certaine faiblesse pourrait apparaître vers la fin de l'exercice 2005. Cependant, si l'appréciation du dollar canadien devait se poursuivre, elle influerait sans doute sur la qualité du portefeuille de prêts aux PME et aux grandes entreprises du Canada, particulièrement dans les secteurs qui dépendent beaucoup des exportations ou qui font face à une vive concurrence de la part des importations, notamment les industries automobile et forestière. La vigueur récente des prix de l'énergie pourrait aussi influencer sur la qualité de l'actif et sur le rendement du portefeuille de prêts, en raison de la diminution des revenus disponibles et de la réduction éventuelle des dépenses des consommateurs.

Nous prévoyons maintenant des provisions spécifiques pour créances irrécouvrables de 275 millions de dollars ou moins pour l'exercice 2005, alors que notre plus récente estimation était de 350 millions ou moins et que la cible que nous avions fixée au début de l'exercice était de 400 millions ou moins. Notre estimation pour 2005 demeure supérieure aux provisions spécifiques de 67 millions de dollars comptabilisées en 2004, car nous nous attendons à ce que les reprises sur les réserves précédemment établies et les recouvrements de prêts précédemment radiés soient considérablement moins élevés qu'en 2004.

Le solde brut des prêts douteux totalisait 1 052 millions de dollars à la fin du trimestre, soit 37 millions de moins qu'au premier trimestre et 67 millions de moins qu'à la fin de l'exercice 2004. Les facteurs qui ont contribué à ces réductions sont exposés dans le tableau ci-dessus. Le solde brut des prêts douteux représentait 0,61 % du solde brut des prêts et acceptations à la fin du trimestre, alors qu'il en représentait 0,67 % à la fin du premier trimestre et 0,71 % à la fin de 2004. Le solde brut des prêts douteux en pourcentage des capitaux propres et de la réserve pour créances irrécouvrables s'est amélioré et s'établit à 6,77 %; il était de 7,10 % à la fin du premier trimestre et de 7,47 % à la fin de l'exercice 2004. Les prêts douteux ont maintenant diminué sur huit trimestres consécutifs et sont à leur niveau le plus bas depuis les cinq derniers exercices.

Le total des prêts douteux, après déduction de réserves spécifiques pour créances irrécouvrables de 237 millions de dollars, s'établit à 815 millions, alors qu'il était de 792 millions à la fin du premier trimestre et de 821 millions à la fin de l'exercice 2004.

Le solde des nouveaux prêts douteux s'élève à 138 millions de dollars pour le trimestre, en hausse par rapport aux 89 millions enregistrés au premier trimestre et en baisse par rapport aux 190 millions enregistrés il y a un an. Une certaine volatilité du solde des nouveaux prêts douteux d'un trimestre à l'autre est assez normale et ce solde est actuellement conforme aux estimations à ce stade-ci du cycle économique. Pour les six premiers mois de l'exercice, le solde des nouveaux prêts douteux s'établit à 227 millions de dollars, soit 205 millions, ou 47 %, de moins que pour la même période de l'exercice précédent.

Le solde brut des prêts douteux vendus au deuxième trimestre de 2005 se chiffre à 31 millions de dollars, tandis que les reprises et recouvrements qui en résultent totalisent 10 millions. Il n'y avait pas eu de ventes de prêts douteux au premier trimestre. Pour les deux premiers trimestres de 2004, le solde brut des prêts douteux vendus atteignait 401 millions de dollars, et les reprises et recouvrements qui en résultent s'élevaient à 60 millions.

La réserve totale pour créances irrécouvrables, qui se chiffrait à 1 237 millions de dollars à la fin du deuxième trimestre, était constituée d'une réserve spécifique totale de 254 millions et d'une réserve générale de 983 millions. La réserve spécifique était en baisse de 313 millions de dollars par rapport à l'an dernier et de 43 millions comparativement au premier trimestre. La réduction de la réserve spécifique par rapport à l'an dernier s'explique par le bas niveau des nouvelles provisions spécifiques par rapport aux radiations et aux reprises. La réserve générale couvre toute perte de valeur qui, dans le portefeuille de prêts, ne peut encore être liée à des créances spécifiques. Elle fait l'objet d'un examen trimestriel et a été ramenée à 983 millions de dollars à la fin du trimestre à la suite de cet examen. La réduction nette de 34 millions de dollars découle d'une réduction de 40 millions de la réserve générale, partiellement neutralisée par un rajustement de 6 millions dû à l'évolution du taux de change entre les dollars canadien et américain. Nous considérons que la réserve totale pour créances irrécouvrables couvre entièrement les pertes de valeur à l'intérieur du portefeuille de prêts de BMO.

Le cadre de gestion de BMO à l'égard du risque de marché et du risque de liquidité et de financement ainsi que ses principales mesures à l'égard de ces risques sont exposés aux pages 62 à 65 de son Rapport annuel 2004. Aucun changement important n'a été apporté aux niveaux du risque de liquidité et de financement et du risque structurel de marché au cours du trimestre. Le risque de négociation et de prise ferme lié à la valeur marchande est généralement stable d'un trimestre à l'autre. Au premier trimestre de l'exercice 2005, un modèle de corrélation sur un jour de la volatilité du revenu net liée aux portefeuilles d'actifs du marché monétaire évalués selon la comptabilité d'exercice pour les activités de négociation et de prise ferme a été mis au point aux fins de la gestion du risque de marché et de la présentation de notre exposition au risque. La diminution de la volatilité du revenu net sur 12 mois indiquée dans le tableau ci-dessous est due principalement à la mise en œuvre de ce modèle. Aucun autre changement important n'a été apporté à nos pratiques en matière de gestion des risques et de gestion des liquidités et du financement en 2005.

Risques globaux liés à la valeur marchande et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme et pour les placements du portefeuille structurel (en millions de dollars)*

(Équivalent en dollars canadiens après impôts)	Risque lié à la valeur marchande		Volatilité du revenu net sur 12 mois	
	30 avril 2005	31 octobre 2004	30 avril 2005	31 octobre 2004
Activités de négociation et de prise ferme**	12,5	10,0	11,4	18,0
Éléments du portefeuille structurel	329,7	340,2	29,6	28,0
Total	342,2	350,2	41,0	46,0

* Selon un niveau de confiance de 99 %.

** Le risque lié à la valeur marchande pour les activités de négociation et de prise ferme correspond à la VAR totale liée à ces activités, après impôts.

Sommaire de la VAR totale – Négociation et prise ferme (en millions de dollars)*

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2005 (Équivalent en dollars canadiens après impôts)	À la fin du trimestre		Haut	Bas
	Moyenne			
VAR liée aux produits de base	2,2	4,5	7,7	1,8
VAR liée aux actions	6,1	4,9	6,6	4,1
VAR liée au change	1,7	0,7	2,2	0,1
VAR liée aux taux d'intérêt (marché)	6,1	4,8	7,6	3,2
Effet de corrélation	(8,5)	(7,3)	(9,2)	(5,5)
VAR globale	7,6	7,6	9,6	5,5
VAR liée aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	8,5	9,2	10,9	6,8
VAR liée à l'écart de taux de crédit	3,1	4,1	5,6	3,1
VAR totale	19,2	20,9	24,3	16,4

* Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %.

Sensibilité du revenu net et de la valeur du portefeuille structurel inscrit au bilan à l'évolution des taux d'intérêt (en millions de dollars)*

(Équivalent en dollars canadiens après impôts)	Au 30 avril 2005		Au 31 octobre 2004	
	Sensibilité de la valeur économique	Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir	Sensibilité de la valeur économique	Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir
Hausse de 100 points de base	(220,2)	13,6	(224,3)	9,2
Baisse de 100 points de base	182,6	(13,6)	183,7	(20,2)
Hausse de 200 points de base	(460,1)	29,8	(470,4)	22,2
Baisse de 200 points de base	339,9	(54,8)	332,3	(62,9)

* Les risques sont représentés par des montants entre parenthèses, et les gains, par des montants positifs.

Impôts sur les bénéficiaires

Comme nous l'expliquons dans la section « Mesures non conformes aux PCGR », BMO rajuste le revenu sur une base d'imposition comparable pour les fins du présent Rapport de gestion et effectue un rajustement compensatoire de la provision pour impôts sur les bénéficiaires. Ainsi, les provisions pour impôts sur les bénéficiaires et les taux connexes sont indiqués sur une base d'imposition comparable dans le Rapport de gestion.

La provision pour impôts sur les bénéficiaires s'établit à 229 millions de dollars, soit une diminution de 51 millions comparativement au deuxième trimestre de l'an dernier et de 18 millions par rapport au premier trimestre. Les résultats du présent trimestre comprennent un recouvrement de 20 millions de dollars d'impôts sur les bénéficiaires d'exercices antérieurs, alors que les résultats du premier trimestre comprenaient un recouvrement de 32 millions d'impôts sur les bénéficiaires d'exercices antérieurs. Le taux d'imposition effectif s'établit à 27,2 % pour le trimestre (30,6 % si on fait abstraction du revenu non imposable de 29 millions de dollars lié à la restructuration des EDDV et du recouvrement d'impôts de 20 millions), alors qu'il était de 32,0 % au deuxième trimestre de l'an dernier et de 28,6 % au premier trimestre (32,3 % si on fait abstraction du recouvrement d'impôts de 32 millions de dollars).

Pour les six premiers mois de l'exercice, la provision pour impôts sur les bénéficiaires a diminué de 74 millions de dollars pour s'établir à 476 millions. Un recouvrement de 52 millions de dollars d'impôts sur les bénéficiaires d'exercices antérieurs a été comptabilisé durant le premier semestre et une hausse de 19 millions de la provision relative aux passifs d'impôts futurs liés à des biens immobiliers aux États-Unis a été comptabilisée au premier trimestre de 2004. Le taux d'imposition effectif s'établit à 27,9 % (31,5 % si on fait abstraction du revenu non imposable de 29 millions de dollars lié à la restructuration des EDDV et du recouvrement d'impôts sur les bénéficiaires d'exercices antérieurs), en baisse par rapport à 32,9 % (31,8 % si on fait abstraction de la hausse de la provision relative aux passifs d'impôts futurs) pour la période comparable de l'exercice précédent. Nous estimons maintenant que le taux d'imposition effectif pour l'exercice 2005 s'établira dans une fourchette de 29 % à 30 % et nous considérons que le taux normal se situe dans une fourchette de 31 % à 32 %.

BMO couvre le risque de change découlant de ses investissements dans des établissements aux États-Unis en finançant ces investissements en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non matérialisé provenant de la conversion des investissements dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres. Aux fins de l'impôt sur les bénéficiaires, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou un crédit d'impôt sur les bénéficiaires durant la période en cours, qui vient réduire ou augmenter les capitaux propres, tandis que le gain ou la perte non matérialisé sur les investissements dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéficiaires avant la réalisation de ceux-ci. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations des taux aux États-Unis d'une période à l'autre. Même si le taux de change moyen entre les dollars canadien et américain a diminué au premier trimestre par rapport au quatrième trimestre de même qu'au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre, la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien était plus élevée à la fin du premier trimestre qu'au 31 octobre 2004, et elle était également plus élevée à la fin du deuxième trimestre qu'au 31 janvier 2005. En conséquence, les opérations de couverture effectuées sur les investissements dans des établissements aux États-Unis ont entraîné un recouvrement d'impôts sur les bénéficiaires de 46 millions de dollars, comptabilisé dans les capitaux propres du trimestre, et un recouvrement d'impôts de 107 millions comptabilisé dans les capitaux propres du premier semestre. L'état consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres, qui figure à la page 24 et fait partie des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, contient plus de détails à ce sujet.

Sommaire des tendances des résultats trimestriels

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	30 avr. 2005	31 janv. 2005	31 oct. 2004	31 juil. 2004	30 avr. 2004	31 janv. 2004	31 oct. 2003	31 juil. 2003
Revenu total (bic)	2 428	2 439	2 279	2 393	2 445	2 371	2 380	2 304
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	6	43	(13)	(110)	5	15	95	90
Frais autres que d'intérêts	1 579	1 533	1 493	1 538	1 565	1 561	1 545	1 485
Revenu net	600	602	551	643	591	521	501	494
Résultat de base par action (en dollars)	1,19	1,18	1,08	1,27	1,16	1,02	0,99	0,97
Résultat dilué par action (en dollars)	1,16	1,16	1,06	1,24	1,12	1,00	0,97	0,95
Ventilation du revenu net entre les groupes d'exploitation :								
PE Canada	263	263	235	241	181	215	221	218
PE région de Chicago	30	31	32	27	25	26	29	24
Groupe Particuliers et entreprises	293	294	267	268	206	241	250	242
Groupe Gestion privée	77	73	53	58	63	53	41	38
Groupe Services d'investissement	206	237	191	230	206	205	178	180
Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	24	(2)	40	87	116	22	32	34
Total de BMO Groupe financier	600	602	551	643	591	521	501	494

La légère incidence des facteurs saisonniers sur les résultats de BMO est expliquée à la page 67 du Rapport annuel 2004. Les résultats trimestriels comprennent souvent des éléments significatifs qui influent sur le revenu net et l'analyse des tendances. Comme nous l'expliquons dans d'autres sections du présent document, l'incidence nette de certains éléments significatifs a légèrement accru le revenu net aux premier et deuxième trimestres de 2004 et, dans une plus grande mesure, aux premier et deuxième trimestres de 2005. Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises a, généralement parlant, augmenté régulièrement, abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs. La croissance des volumes a été relativement constante et la marge nette d'intérêts, qui se contractait en raison de l'évolution des préférences des clients vers des produits à plus faible marge et de l'intensification de la concurrence dans un contexte de taux d'intérêt peu élevés, a été plus stable au cours des derniers trimestres. Les résultats du groupe Gestion privée se sont améliorés régulièrement en raison de la croissance de l'actif lié aux services tarifés et des revenus des activités d'investissement à service complet. Les réductions des frais du groupe en 2004 continuent de bénéficier aux opérations actuelles. Les résultats du groupe Services d'investissement sont plus volatils que ceux de nos autres groupes, parce qu'ils dépendent des niveaux d'activité des marchés financiers. Les résultats de ce groupe ont été touchés à la longue par l'aplatissement de la courbe de rendement ainsi que, plus récemment, par l'incidence de la hausse des taux d'intérêt à court terme aux États-Unis. Le revenu net du groupe a été particulièrement élevé aux premier et deuxième trimestres de 2004 grâce aux conditions extrêmement favorables des marchés financiers, et il a été élevé au troisième trimestre grâce au très bon rendement du portefeuille de prêts, favorisé notamment par le recouvrement d'un prêt qui avait précédemment été radié. Les provisions pour créances irrécouvrables de BMO ont diminué en 2004, alors que nous traversons une étape particulièrement favorable du cycle du crédit. Les provisions ont été particulièrement favorables au troisième trimestre de 2004, lorsque nous avons comptabilisé des niveaux élevés de reprises sur les réserves précédemment établies et de recouvrements de prêts précédemment radiés. Ces reprises et recouvrements ont été un important facteur du revenu net élevé des Services d'entreprise au cours de cette période. L'affaiblissement du dollar américain a freiné la croissance du revenu et des frais au cours des deux dernières années, mais il a ralenti au cours des deux derniers trimestres.

Bilan

L'actif total s'élève à 292,4 milliards de dollars, soit une progression de 27,2 milliards depuis le 31 octobre 2004. Cette progression s'explique principalement par la croissance du solde net des prêts et acceptations (16,4 milliards), des valeurs mobilières (9,0 milliards), de l'encaisse (3,1 milliards) et des autres actifs (1,1 milliard). Quant aux instruments financiers dérivés, ils ont diminué de 2,4 milliards de dollars. Le renforcement du dollar américain a accru l'actif total de 3,8 milliards.

La hausse de 16,4 milliards du solde net des prêts et acceptations s'explique par une augmentation de 3,9 milliards des prêts hypothécaires à l'habitation et des prêts à la consommation, favorisée par la faiblesse des taux d'intérêt, par la vigueur du marché de l'habitation et l'échéance d'une tranche de nos opérations de titrisation de prêts sur cartes de crédit. Le solde net des prêts aux entreprises et administrations publiques et des acceptations connexes a augmenté de 3,7 milliards de dollars, grâce aux efforts pour accroître le portefeuille des prêts aux grandes entreprises. Les titres pris en pension ont augmenté de 8,8 milliards de dollars grâce à une plus grande demande de la part des clients.

La progression de 9,0 milliards de dollars des valeurs mobilières résulte d'une augmentation des titres de négociation, liée en grande partie aux activités dans le secteur des instruments dérivés de titres de crédit et de participation. L'excédent de la valeur marchande des titres de placement sur leur valeur comptable a diminué de 36 millions de dollars depuis le quatrième trimestre pour s'établir à 50 millions, ce qui reflète principalement une réduction de l'excédent lié aux titres émis par des administrations publiques américaines, aux titres adossés à des créances hypothécaires et aux obligations d'entreprises.

La hausse de 3,1 milliards de dollars de l'encaisse est due principalement aux dépôts à d'autres banques destinés à profiter d'occasions offertes par le marché.

Le 1^{er} novembre 2004, à la suite de l'adoption de nouvelles règles de l'ICCA, BMO a commencé à consolider certaines EDDV. En conséquence, le bilan au 31 janvier 2005 comprenait 21 milliards d'autres actifs et d'autres passifs des EDDV. En raison de la restructuration de ces EDDV, la consolidation n'est plus nécessaire après le 29 avril 2005 et les actifs et passifs des EDDV ne sont pas inclus dans le bilan au 30 avril 2005. Les bilans moyens pour les premier et deuxième trimestres de 2005 reflètent des actifs et passifs d'EDDV d'environ 21 milliards de dollars, ce qui a influé sur la marge nette d'intérêts et certaines autres statistiques.

Le passif total s'est accru de 26,5 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2004, en raison de l'augmentation des dépôts (15,9 milliards), des titres mis en pension, prêtés ou vendus (7,3 milliards), des titres vendus à découvert (3,2 milliards), de la dette subordonnée (1,0 milliard) et des autres passifs (0,7 milliard). Les instruments financiers dérivés ont diminué de 2,1 milliards de dollars, ce qui correspond à la baisse des actifs connexes. Les acceptations ont augmenté de 0,5 milliard de dollars.

Les dépôts des banques, qui représentent 12 % du total des dépôts, ont augmenté de 2,9 milliards de dollars et ont servi à financer la hausse de l'encaisse. Les dépôts d'entreprises et d'administrations publiques, qui représentent 47 % du total des dépôts, ont augmenté de 10,1 milliards de dollars et ont servi à financer la croissance des titres de négociation et des prêts. Les dépôts des particuliers, qui représentent 41 % du total des dépôts, ont progressé de 2,9 milliards de dollars et ont servi à financer la croissance des prêts.

L'augmentation des titres mis en pension, prêtés ou vendus et des titres vendus à découvert a servi à financer la hausse des titres pris en pension et d'autres actifs à court terme.

Les obligations contractuelles sont présentées en fonction de leur année d'échéance dans le tableau 24, à la page 81 du Rapport annuel 2004 de BMO. Aucun changement important aux obligations contractuelles n'est survenu hors du cadre normal de nos activités.

Gestion du capital

Le ratio du capital de première catégorie de BMO s'établit à 9,38 %, en baisse par rapport au ratio de 9,72 % inscrit à la fin du premier trimestre et par rapport à celui de 9,81 % inscrit à la fin de 2004, mais il demeure nettement supérieur à notre cible minimale de 8,0 %. Ces baisses sont principalement attribuables à la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques, elle-même due en grande partie à la croissance des prêts des groupes Particuliers et entreprises et Services d'investissement.

Le ratio du capital total s'établit à 11,30 %, alors qu'il était de 11,50 % à la fin du premier trimestre et de 11,31 % à la fin de l'an dernier. Encore une fois, la baisse par rapport au premier trimestre est principalement attribuable à la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques.

Au cours du trimestre, BMO a émis des titres subordonnés d'une valeur de 500 millions de dollars portant intérêt à 4,87 %, grâce à l'émission de billets à moyen terme de série C, deuxième tranche, arrivant à échéance en avril 2020, dans le cadre de son programme canadien de billets à moyen terme. Cette émission, conclue le 22 avril, augmente le capital de deuxième catégorie de BMO. Son produit net servira à des fins bancaires générales.

Comme nous l'expliquons dans la section Bilan, les actifs liés aux EDDV ne sont plus inscrits au bilan de BMO depuis le 29 avril 2005. Ce changement n'a eu aucune incidence sur les ratios du capital de première catégorie et du capital total, puisque le Bureau du surintendant des institutions financières a autorisé, à titre provisoire, l'exclusion de ces actifs du calcul des ratios de capital. Ce changement a cependant contribué à diminuer notre ratio de l'actif au capital, qui est une mesure de la suffisance du capital et qui s'établissait à 17,4 à la fin du trimestre alors qu'il s'élevait à 18,1 à la fin du premier trimestre. À la fin de 2004, il se chiffrait à 17,0.

Au cours du trimestre, nous avons racheté 3 252 800 actions ordinaires de la Banque de Montréal pour la somme de 180 millions de dollars, à un prix moyen de 55,48 \$ l'action. En vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, qui arrive à échéance le 6 août 2005 et qui autorise BMO à racheter jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires, nous avons racheté 6 678 700 actions ordinaires, au coût moyen de 55,42 \$ l'action.

Le 4 mai 2005, la Banque de Montréal a annoncé son intention de racheter, le 8 juin 2005, ses billets à moyen terme de série B, première tranche, portant intérêt au taux de 6,60 %, qui arriveront à échéance en 2010. Ce rachat, qui s'explique par le rendement relatif élevé des billets par rapport aux taux en vigueur sur le marché, réduira le ratio du capital total de BMO de 20 points de base.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 18 mai 2005	Nombre d'actions ou montant en dollars canadiens
Actions ordinaires	498 488 704
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 5	8 000 000 \$
Titres convertibles en actions ordinaires :	
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 4	8 000 000 \$
Série 6	10 000 000 \$
Série 10	12 000 000 \$
Options d'achat d'actions	
- droits acquis	25 027 764
- droits non acquis	5 398 777

Les notes 18 et 19 afférentes aux états financiers vérifiés, aux pages 108 et 109 du Rapport annuel 2004, et le tableau présenté à la page 52 du Rapport de gestion traitent en détail du capital-actions.

Cote de crédit

La cote de crédit de BMO, attribuée par Standard & Poor's (S&P) sur les créances prioritaires, demeure inchangée (AA-), avec une perspective stable. Cette cote, que BMO partage avec deux de ses concurrents, est la meilleure des cotes attribuées aux six grandes banques canadiennes. Notre cote de crédit, attribuée par Moody's sur les créances prioritaires, demeure inchangée (Aa3), avec une perspective stable. Une seule des six grandes banques canadiennes a une cote supérieure à celle de BMO. Les deux cotes de crédit s'appliquent à des émissions de premier ordre et de grande qualité.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous offrons un ensemble sélectionné de prêts hypothécaires et autres prêts à nos employés, aux taux que nous accordons normalement à nos clients privilégiés.

Les contrats de prêt à taux réduit font l'objet de commentaires à la note 24 afférente aux états financiers consolidés vérifiés, à la page 118 du Rapport annuel 2004. Aucun montant n'a été avancé en vertu de ces contrats au cours de l'exercice 2005.

Éléments hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, BMO contracte un certain nombre d'engagements hors bilan. Les plus importants de ces engagements portent sur les instruments de crédit, les instruments dérivés et notre participation dans des EDDV, qui sont décrits à la page 53 du Rapport annuel 2004. Le 1^{er} novembre 2004, nous avons commencé à consolider les entités de titrisation de nos clients conformément aux nouvelles règles comptables. Le 29 avril 2005, nous avons complété la restructuration de ces entités et cessé la consolidation des EDDV à cette date. Ces modifications comptables sont expliquées plus en détail à la note 2 afférente aux états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés ci-joints, qui figure aux pages 26 et 27. Il n'y a pas eu d'autres changements importants aux éléments hors bilan au cours des six mois terminés le 30 avril 2005.

Conventions comptables et estimations comptables critiques

Les notes afférentes aux états financiers consolidés vérifiés du 31 octobre 2004 de BMO contiennent un résumé de nos principales conventions comptables. En outre, la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints, qui figure aux pages 26 et 27, fournit des renseignements sur les modifications apportées à certaines conventions comptables importantes depuis le 31 octobre 2004, notamment celles qui concernent le passif et les capitaux propres, les entités à détenteurs de droits variables et les investissements des banques d'affaires. Ces modifications et leur incidence sur les résultats sont compatibles avec l'analyse contenue dans notre Rapport de gestion, à la page 57 de notre Rapport annuel.

Le Rapport annuel 2004 contient, aux pages 55 et 56, des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes parce qu'elles exigent de la direction qu'elle prenne des décisions cruciales sur des sujets qui sont parfois imprécis par leur nature même. Nous invitons le lecteur à se reporter au Rapport annuel afin de prendre connaissance de ces explications.

Modification future des conventions comptables

Instruments financiers, couvertures et résultat étendu

L'ICCA a publié de nouvelles règles comptables concernant les instruments financiers, les couvertures et le résultat étendu, selon lesquelles BMO devra comptabiliser la plupart de ses titres de placement et tous ses instruments financiers dérivés à leur juste valeur. Lorsque nous adopterons ces nouvelles règles, le 1^{er} novembre 2006, nous réévaluerons nos titres et instruments financiers dérivés, comme il conviendra, et nous ferons état d'une nouvelle section des capitaux propres appelée résultat étendu. L'incidence de la comptabilisation de ces actifs et passifs à leur juste valeur sera constatée dans les capitaux propres d'ouverture et les résultats des périodes antérieures ne seront pas retraités. Nous ne pouvons déterminer quelle sera l'incidence de ces règles sur nos états financiers consolidés, car elle dépendra des justes valeurs de ces instruments financiers à l'avenir.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2005, ainsi qu'une description de certaines de leurs réalisations au cours du deuxième trimestre.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et de certaines unités sous-jacentes soit confiée à d'autres groupes clients afin d'harmoniser la structure organisationnelle de BMO avec ses priorités stratégiques. Toutes les données correspondantes sont alors reclassées pour tenir compte de ces transferts.

La note 11 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints, qui figure aux pages 33 et 34, explique comment les éléments de l'état des résultats requérant une répartition sont distribués entre les groupes d'exploitation, y compris la répartition de la provision pour créances irrécouvrables. Les écarts entre les provisions imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les provisions pour créances irrécouvrables pour la période, calculées conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2005					Cumul 2005				
	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	Total BMO	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	Total BMO
Revenu net d'intérêts (bic)	856	143	273	(60)	1 212	1 730	283	548	(123)	2 438
Revenu autre que d'intérêts	414	360	407	35	1 216	826	702	840	61	2 429
Revenu total (bic)	1 270	503	680	(25)	2 428	2 556	985	1 388	(62)	4 867
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	76	1	25	(96)	6	150	2	50	(153)	49
Frais autres que d'intérêts	781	382	359	57	1 579	1 543	750	731	88	3 112
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	413	120	296	14	843	863	233	607	3	1 706
Impôts sur les bénéfices (bic)	120	43	90	(24)	229	276	83	164	(47)	476
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	14	14	-	-	-	28	28
Revenu net - T2-2005	293	77	206	24	600	587	150	443	22	1 202
Revenu net - T1-2005	294	73	237	(2)	602					
Revenu net - T2-2004	206	63	206	116	591	447	116	411	138	1 112
Autres statistiques										
Profit économique net	164	46	100	n.s.	296	323	86	227	n.s.	587
Rendement des capitaux propres	22,8 %	19,8 %	20,8 %	n.s.	19,5 %	22,4 %	18,9 %	22,1 %	n.s.	19,5 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	23,5 %	22,5 %	20,9 %	n.s.	20,2 %	23,1 %	21,5 %	22,1 %	n.s.	20,1 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	61,4 %	75,8 %	52,9 %	n.s.	65,0 %	60,3 %	76,1 %	52,7 %	n.s.	63,9 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	60,6 %	73,3 %	52,8 %	n.s.	64,0 %	59,5 %	73,4 %	52,7 %	n.s.	62,9 %
Marge nette d'intérêts (bic)	2,79 %	8,33 %	0,65 %	n.s.	1,60 %	2,81 %	8,10 %	0,66 %	n.s.	1,62 %
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	5 184	1 582	3 967	1 701	12 434	5 184	1 582	3 967	1 575	12 308
Actif moyen (en milliards de dollars)	125,7	7,1	173,0	5,1	310,9	124,3	7,1	167,0	5,0	303,4
Effectif - équivalent de durée normale	18 365	4 719	2 083	8 379	33 546					

n.s. - non significatif

Groupe Particuliers et entreprises (PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2005	Augmentation/(Diminution) c. T2-2004		Augmentation/(Diminution) c. T1-2005		Cumul 2005	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2004	
Revenu net d'intérêts (bic)	856	42	5 %	(18)	(2%)	1 730	101	6%
Revenu autre que d'intérêts	414	76	23 %	2	1 %	826	102	14 %
Revenu total (bic)	1 270	118	10 %	(16)	(1 %)	2 556	203	9 %
Provision pour créances irrécouvrables	76	2	1 %	2	1 %	150	1	-
Frais autres que d'intérêts	781	19	3 %	19	3 %	1 543	22	1 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	413	97	32 %	(37)	(8 %)	863	180	27 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	120	10	12 %	(36)	(22 %)	276	41	19 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	(1)	(100 %)
Revenu net	293	87	42 %	(1)	-	587	140	31 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	9	1	15 %	1	9 %	17	2	12 %
Revenu net avant amortissement	302	88	41 %	-	-	604	142	31 %
Rendement des capitaux propres	22,8 %		1,7 %		0,8 %	22,4 %		(0,3 %)
Rendement des capitaux propres avant amortissement	23,5 %		1,6 %		0,8 %	23,1 %		(0,4 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	61,4 %		(4,7 %)		2,1 %	60,3 %		(4,3 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	60,6 %		(4,7 %)		2,1 %	59,5 %		(4,4 %)
Marge nette d'intérêts (bic)	2,79 %		(0,08 %)		(0,03 %)	2,81 %		(0,06 %)
Actif moyen	125 695	10 419	9 %	2 756	2 %	124 294	10 354	9 %

On trouvera à la fin de cette section plus de renseignements sur la ventilation par pays des résultats du groupe.

Analyse des résultats financiers

Le revenu net, qui s'est établi à 293 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2005, a progressé de 87 millions de dollars, soit de 42 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent, mais il a reculé de 1 million de dollars par rapport au premier trimestre. Le revenu du trimestre à l'étude a bénéficié d'un recouvrement de 20 millions de dollars au titre des impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs, tandis que celui du deuxième trimestre de 2004 avait subi l'effet négatif d'un rajustement de 51 millions de dollars (33 millions de dollars après impôts) des frais de services de cartes qui avait accru le passif comptabilisé en rapport avec notre programme de fidélisation de la clientèle en raison de la hausse des taux d'échange des récompenses offertes dans le cadre de ce programme. Abstraction faite de ces deux éléments, le revenu net a progressé de 34 millions de dollars, ou de 14 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, mais il a reculé de 21 millions de dollars, ou de 7,1 %, par rapport au premier trimestre. Par rapport à l'an dernier, le revenu net a augmenté sous l'effet de la croissance du revenu et d'une gestion efficace des coûts tant au Canada qu'aux États-Unis. Le recul du revenu net par rapport au premier trimestre est imputable à une baisse du revenu découlant du fait que le deuxième trimestre comportait trois jours civils de moins que le précédent, de même qu'à la réduction de la marge nette d'intérêts et à l'accroissement des frais.

Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu net s'est chiffré à 587 millions de dollars, en hausse de 140 millions de dollars, ou de 31 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Abstraction faite de l'incidence des deux éléments présentés au paragraphe précédent, le revenu net a augmenté de 87 millions de dollars, soit de 18 %, sous l'effet d'une forte croissance des volumes et d'une gestion efficace des coûts, partiellement annulées par une réduction de la marge nette d'intérêts.

Le revenu pour le trimestre s'est chiffré à 1 270 millions de dollars, en hausse de 118 millions de dollars, ou de 10 %, par rapport au deuxième trimestre de 2004. Abstraction faite du rajustement des frais de services de cartes, le revenu s'est accru de 5,7 %. Au Canada, cette hausse s'explique par une forte croissance des volumes dans les produits destinés aux particuliers et aux entreprises, neutralisée en partie par une réduction de la marge nette d'intérêts. Aux États-Unis, le revenu a progressé de 19 millions de dollars, ou de 9,3 %, en raison d'une forte hausse des prêts à la consommation, de la croissance constante des volumes de prêts commerciaux et de l'incidence, au montant de 25 millions de dollars, des acquisitions. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par l'effet de la réduction de la marge nette d'intérêts et par l'incidence de 22 millions de dollars découlant de la dépréciation du dollar américain.

Par rapport au premier trimestre, le revenu a diminué de 16 millions de dollars, ou de 1,1 %, en raison de la baisse des revenus provenant des activités canadiennes. Cette diminution est principalement imputable au fait que le deuxième trimestre comportait trois jours civils de moins que le précédent, à la préférence maintenue par les clients à l'égard des produits à plus faible marge et aux pressions exercées par la concurrence dans un contexte de faibles taux d'intérêt. Aux États-Unis, le revenu a augmenté, car la forte croissance des volumes, l'effet des acquisitions et une modeste appréciation du dollar américain ont largement contrebalancé la légère baisse de la marge nette d'intérêts.

Pour le premier semestre, le revenu s'est chiffré à 2 556 millions de dollars, en hausse de 203 millions de dollars ou de 8,7 %. Au Canada, cette hausse est attribuable à une forte croissance des volumes, surtout pour les produits destinés aux entreprises, à l'accroissement des revenus d'assurance et à une augmentation des revenus provenant des frais de services de cartes, découlant en partie du rajustement appliqué l'an dernier. Aux États-Unis, la hausse s'explique par la forte croissance des prêts et par les acquisitions, neutralisées en partie par l'effet de la réduction de la marge nette d'intérêts et de la dépréciation du dollar américain. S'il n'y avait pas eu de rajustement des frais de services de cartes, le revenu aurait augmenté de 152 millions de dollars, soit de 6,4 %.

Pour le deuxième trimestre, les frais autres que d'intérêts se sont chiffrés à 781 millions de dollars, en hausse de 19 millions de dollars ou de 2,5 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Au Canada, les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 8 millions de dollars. Aux États-Unis, ils ont également augmenté en raison des acquisitions et de l'ouverture de dix nouvelles succursales au cours des douze derniers mois, facteurs qui ont été annulés en partie par l'incidence, au montant de 15 millions de dollars, de la dépréciation du dollar américain. Comparativement au premier trimestre, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 19 millions de dollars, ou de 2,5 %, essentiellement en raison des acquisitions d'entreprises et des coûts d'intégration connexes aux États-Unis, ainsi que du raffermissement du dollar américain par rapport au trimestre précédent, partiellement contrebalancés par le fait que le deuxième trimestre comportait trois jours civils de moins que le précédent.

Les frais autres que d'intérêts des six premiers mois de l'exercice ont augmenté de 22 millions de dollars, ou de 1,4 %, sous l'effet des acquisitions d'entreprises et des coûts d'intégration connexes aux États-Unis, annulés en partie par l'incidence, au montant de 27 millions de dollars, de la dépréciation du dollar américain.

Au deuxième trimestre, le ratio de productivité du groupe s'est amélioré de 470 points de base par rapport à l'an dernier pour s'établir à 61,4 %, mais il a reculé de 210 points de base comparativement au premier trimestre, en raison principalement du fait que le deuxième trimestre comportait trois jours de moins que le précédent et de l'accroissement des frais tant aux États-Unis qu'au Canada. Pour le semestre, le ratio de productivité du groupe s'est amélioré de 430 points de base. Ce niveau important d'amélioration ne devrait pas se poursuivre pour le reste de l'exercice en raison de l'évolution des revenus en 2004. Abstraction faite du rajustement des frais de services de cartes de l'an dernier, le ratio de productivité s'est amélioré de 190 points de base par rapport à l'an dernier pour le trimestre et de 300 points de base pour le semestre.

Le ratio de productivité avant amortissement s'est établi à 60,6 %, ce qui représente une amélioration de 470 points de base par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent, mais un recul de 210 points de base par rapport au premier trimestre. Pour les six premiers mois de l'exercice, le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 440 points de base. Aux États-Unis, notre ratio de productivité avant amortissement a progressé de 170 points de base par rapport à l'an dernier pour le trimestre et de 220 points de base pour le semestre.

Le revenu net tiré des activités aux États-Unis, compris dans les résultats ci-dessus, a représenté 10,4 % du revenu net du groupe Particuliers et entreprises au deuxième trimestre de 2005, comparativement à 12,1 % à la même période de l'exercice précédent, et à 10,4 % au premier trimestre. Les ratios ont été influencés par le rajustement des frais de services de cartes et le recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs comptabilisé pour les activités au Canada. Pour le premier semestre, les revenus provenant des activités aux États-Unis ont représenté 10,4 % du revenu net du groupe.

Les Services bancaires aux entreprises offerts par BMO aux États-Unis visent principalement les moyennes entreprises. Ces comptes sont gérés par BMO et inclus dans les résultats du groupe Services d'investissement, en raison des occasions accrues de vente croisée. Au sein du groupe de référence nord-américain de BMO, ces activités sont généralement intégrées aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le tableau ci-dessous indique, sur une base pro forma, l'incidence de l'intégration des services bancaires aux moyennes entreprises américaines au groupe Particuliers et entreprises en précisant la répartition géographique des résultats. Il fait état de l'inclusion de revenus de 113 millions de dollars provenant des moyennes entreprises et d'un revenu net de 35 millions dans les résultats du trimestre tirés des activités aux États-Unis.

Si les résultats des services bancaires aux moyennes entreprises américaines étaient inclus dans les résultats du groupe Particuliers et entreprises, le revenu net tiré des activités aux États-Unis représenterait 20,0 % du revenu net du groupe pour le trimestre, comparativement à 10,4 % dans les présents états financiers. Le revenu des activités aux États-Unis, après inclusion des services bancaires aux moyennes entreprises américaines, représenterait 24,6 % du revenu du groupe pour le trimestre, comparativement à 18,0 % dans les présents états financiers. Une fois les mêmes rajustements pris en compte, le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu pour le trimestre s'établirait à 59,7 %, comparativement à 61,4 % dans les présents états financiers.

Dans l'ensemble, les revenus et le revenu net provenant des services bancaires aux moyennes entreprises ont baissé par rapport à ceux des périodes comparables, en raison des marges plus faibles dans les domaines des prêts aux entreprises et des services de gestion de trésorerie. Les volumes d'affaires continuent d'augmenter dans les deux domaines.

Groupe Particuliers et entreprises après rajustement pour inclure le marché des moyennes entreprises des États-Unis

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2005	Augmentation/(Diminution) c. T2-2004		Augmentation/(Diminution) c. T1-2005		Cumul 2005	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2004	
États-Unis - revenu	341	(10)	(3 %)	10	3 %	672	(17)	(2 %)
Revenu total (bic)	1 383	89	7 %	(18)	(1 %)	2 784	156	6 %
États-Unis - revenu net	65	(11)	(13 %)	(5)	(6 %)	135	(12)	(8 %)
Revenu net total	328	71	28 %	(5)	(1 %)	661	118	22 %
États-Unis - ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	63,4 %		5,2 %		4,2 %	61,3 %		2,9 %
Ratio total des frais autres que d'intérêts au revenu	59,7 %		(2,6 %)		2,4 %	58,5 %		(2,8 %)

Faits marquants et réalisations du trimestre

Les priorités du groupe pour l'exercice 2005 sont décrites aux pages 37 et 39 du Rapport annuel 2004 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations du deuxième trimestre dans la poursuite de ces objectifs prioritaires figurent ci-dessous.

- Le groupe a affiché une forte croissance au Canada, où les prêts et acceptations ont progressé de 7,4 milliards de dollars, ou de 7,7 %, par rapport au deuxième trimestre de 2004 et de 1,3 milliard de dollars, ou de 1,3 %, par rapport au premier trimestre, en tenant compte de l'effet des titrisations. Les dépôts des particuliers et des entreprises ont augmenté de 2,9 milliards de dollars, ou de 7,5 %, comparativement à la même période l'an dernier et ils ont diminué de 0,4 milliard de dollars, ou de 1,0 %, comparativement au premier trimestre.
- Au Canada, les données les plus récentes (décembre 2004) indiquent que BMO se classe toujours au deuxième rang pour ce qui est de la part du marché des prêts de 5 millions de dollars et moins aux petites entreprises. La part du marché des services bancaires aux entreprises s'est accrue de 26 points de base pour s'établir à 18,76 %, comparativement à la période précédente (septembre 2004). Une forte croissance des volumes dans un marché à la baisse constitue le principal facteur de la hausse de notre part de marché pour tous les groupes de services bancaires aux entreprises. Les statistiques sur les parts du marché des services bancaires aux entreprises sont publiées trimestriellement par l'Association des banquiers canadiens, trois mois après la clôture du trimestre.

- Au Canada, les données les plus récentes indiquent que notre part totale du marché des services bancaires aux particuliers s'établit à 13,01 %, en baisse de 4 points de base par rapport au trimestre précédent et de 24 points de base par rapport à la même période l'an dernier. La forte croissance des fonds d'investissement continue d'être neutralisée par l'érosion de la part du marché des prêts personnels. Les statistiques sur les parts du marché des produits aux particuliers sont publiées mensuellement, 30 jours après la fin du mois.
- Aux États-Unis, notre portefeuille de prêts s'est accru de 3,0 milliards de dollars, ou de 26,0 %, par rapport à l'an dernier, dont une tranche de 1,3 milliard de dollars est liée aux acquisitions. Les prêts à la consommation ont poursuivi leur forte croissance, augmentant de 23,8 % dans un marché très concurrentiel. Le portefeuille de crédit-auto indirect a augmenté de 471 millions de dollars, ou de 17,9 %, et les prêts aux petites entreprises ont progressé de 1,2 milliard de dollars, soit de 36,8 %, sous l'effet de la poursuite de la demande.
- Nous avons entrepris l'intégration des activités de Mercantile Bancorp Inc., une banque du nord-ouest de l'Indiana qui compte 19 succursales. Cette acquisition et l'ouverture d'une nouvelle succursale en avril ont porté à 190 le nombre des succursales de Harris offrant des services bancaires à la collectivité dans la région de Chicago et le nord-ouest de l'Indiana et ce nombre devrait atteindre 193 d'ici la fin de l'exercice 2005. D'ici 2007, nous prévoyons toujours atteindre le nombre de 200 succursales pour la région de Chicago et de 20 pour le nord-ouest de l'Indiana.
- L'unification, aux États-Unis, de nos 26 chartes bancaires devrait être terminée d'ici la fin du mois de mai. Nous prévoyons commencer à en tirer profit en 2006, quand les systèmes d'information et les processus d'affaires auront été parfaitement intégrés.

Groupe PE – Canada

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2005	Augmentation/(Diminution) c. T2-2004		Augmentation/(Diminution) c. T1-2005		Cumul 2005	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2004	
Revenu net d'intérêts (bic)	671	24	4 %	(29)	(4 %)	1 371	70	5 %
Revenu autre que d'intérêts	371	75	25 %	1	-	741	103	16 %
Revenu total (bic)	1 042	99	11 %	(28)	(2 %)	2 112	173	9 %
Provision pour créances irrécouvrables	68	1	-	1	-	135	-	-
Frais autres que d'intérêts	611	8	1 %	5	1 %	1 217	8	1 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	363	90	34 %	(34)	(8 %)	760	165	28 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	100	8	12 %	(34)	(23 %)	234	36	19 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	(1)	(100 %)
Revenu net	263	82	45 %	-	-	526	130	33 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	1	(2)	(5 %)	(3)	(1 %)	5	1	-
Revenu net avant amortissement	264	80	44 %	(3)	(1 %)	531	131	32 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	58,5 %		(5,4 %)		1,8 %	57,6 %		(4,8 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	58,3 %		(5,3 %)		1,9 %	57,3 %		(4,8 %)
Marge nette d'intérêts (bic)	2,64 %		(0,05 %)		(0,04 %)	2,66 %		(0,03 %)
Actif moyen	104 408	6 434	7 %	799	1 %	104 001	6 749	7 %

Groupe PE – région de Chicago

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2005	Augmentation/(Diminution) c. T2-2004		Augmentation/(Diminution) c. T1-2005		Cumul 2005	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2004	
Revenu net d'intérêts (bic)	185	18	11 %	11	6 %	359	31	10 %
Revenu autre que d'intérêts	43	1	4 %	1	5 %	85	(1)	(1 %)
Revenu total (bic)	228	19	9 %	12	6 %	444	30	7 %
Provision pour créances irrécouvrables	8	1	-	1	-	15	1	7 %
Frais autres que d'intérêts	170	11	7 %	14	12 %	326	14	5 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	50	7	18 %	(3)	(6 %)	103	15	18 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	20	2	10 %	(2)	(13 %)	42	5	16 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	30	5	23 %	(1)	(3 %)	61	10	19 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	8	3	25 %	4	14 %	12	1	19 %
Revenu net avant amortissement	38	8	23 %	3	2 %	73	11	19 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	74,7 %		(1,5 %)		2,6 %	73,4 %		(2,0 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	71,2 %		(1,7 %)		2,5 %	70,0 %		(2,2 %)
Marge nette d'intérêts (bic)	3,55 %		(0,37 %)		(0,03 %)	3,57 %		(0,38 %)
Actif moyen	21 287	3 985	23 %	1 957	10 %	20 293	3 605	22 %

Groupe PE région de Chicago – Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu net d'intérêts (bic)	149	25	20 %	5	3 %	293	46	19 %
Revenu autre que d'intérêts	36	4	13 %	1	6 %	71	5	8 %
Revenu total (bic)	185	29	19 %	6	4 %	364	51	16 %
Frais autres que d'intérêts	138	19	17 %	9	7 %	267	31	13 %
Revenu net	25	6	33 %	-	-	50	10	25 %
Actif moyen	17 254	4 343	34 %	1 282	8 %	16 602	3 995	32 %

Groupe Gestion privée (GP)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2005	Augmentation/(Diminution) c. T2-2004		Augmentation/(Diminution) c. T1-2005		Cumul 2005	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2004	
Revenu net d'intérêts (bic)	143	10	8 %	3	3 %	283	12	4 %
Revenu autre que d'intérêts	360	3	1 %	18	6 %	702	12	2 %
Revenu total (bic)	503	13	3 %	21	5 %	985	24	3 %
Provision pour créances irrécouvrables	1	-	-	-	-	2	(1)	-
Frais autres que d'intérêts	382	(10)	(2 %)	14	4 %	750	(35)	(4 %)
Revenu avant impôts sur les bénéfices	120	23	24 %	7	8 %	233	60	34 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	43	9	23 %	3	11 %	83	26	42 %
Revenu net	77	14	24 %	4	6 %	150	34	30 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	10	-	-	-	-	20	(2)	(7 %)
Revenu net avant amortissement	87	14	21 %	4	6 %	170	32	24 %
Rendement des capitaux propres	19,8 %		3,7 %		1,8 %	18,9 %		4,1 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	22,5 %		3,6 %		2,0 %	21,5 %		3,9 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	75,8 %		(4,1 %)		(0,7 %)	76,1 %		(5,5 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	73,3 %		(3,4 %)		(0,3 %)	73,4 %		(4,9 %)
Marge nette d'intérêts (bic)	8,33 %		0,83 %		0,46 %	8,10 %		0,35 %
Actif moyen	7 068	(142)	(2 %)	26	-	7 055	13	-
Groupe GP États-Unis – Points saillants								
(en millions de dollars américains)								
Revenu total	104	(8)	(6 %)	(1)	(1 %)	209	(12)	(5 %)
Frais autres que d'intérêts	99	(12)	(11 %)	(1)	(1 %)	199	(23)	(10 %)
Revenu net	3	2	+100 %	-	-	6	6	+100 %
Revenu net avant amortissement	11	3	38 %	-	-	22	7	47 %
Actif moyen	2 741	(84)	(3 %)	(121)	(4 %)	2 803	23	1 %

Analyse des résultats financiers

Le revenu net du deuxième trimestre de 2005 a atteint la somme record de 77 millions de dollars, en hausse de 14 millions de dollars, ou de 24 %, par rapport au deuxième trimestre de 2004. Cette croissance s'explique par l'augmentation du revenu autre que d'intérêts et du revenu net d'intérêts, conjuguée à la baisse des frais réalisée grâce aux efforts soutenus de gestion des frais déployés par le groupe. Comparativement au premier trimestre de 2005, le revenu net a progressé de 4 millions de dollars, ou de 6,2 %. Le revenu net du premier semestre s'est accru de 34 millions de dollars, ou de 30 %, par rapport à la même période de 2004, pour atteindre 150 millions de dollars.

Le revenu s'est établi à 503 millions de dollars au deuxième trimestre, en hausse de 13 millions de dollars, ou de 2,9 %, par rapport à l'an dernier, mais il aurait crû de 25 millions de dollars, ou de 5,2 %, si le taux de change du dollar canadien par rapport à la devise américaine était demeuré inchangé. La concentration des efforts du groupe sur les mesures productrices de revenu, conjuguée à une conjoncture relativement favorable, a entraîné une croissance des revenus de commissions et des revenus liés aux services tarifés dans le secteur du courtage traditionnel, alors que les fonds d'investissement ont continué d'enregistrer une progression des revenus grâce à la hausse des ventes nettes et du montant des actifs gérés. Le recul du volume de transactions effectuées par les clients et les réductions de tarification au cours du deuxième semestre de 2004 ont entraîné une baisse des revenus de commissions dans le secteur des services de placement en direct. Malgré l'amélioration des marges, les revenus tirés des produits de placement à terme ont connu une modeste croissance, la demande restant faible.

Comparativement au premier trimestre de 2005, le revenu a augmenté de 21 millions de dollars, ou de 4,8 %, en raison surtout de l'accroissement des revenus de commissions et des revenus liés aux services tarifés dans le secteur du courtage traditionnel. Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu s'est accru de 24 millions de dollars, ou de 2,5 %, par rapport à la même période de 2004, mais il aurait crû de 46 millions de dollars, ou de 4,7 %, si le taux de change du dollar canadien par rapport à la devise américaine était demeuré inchangé. L'accroissement des revenus de commissions et des revenus

liés aux services tarifés dans le secteur du courtage traditionnel et des fonds d'investissement a largement compensé la baisse des revenus de commissions dans le secteur des services de placement en direct.

Les frais autres que d'intérêts ont reculé de 10 millions de dollars, ou de 2,4 %, par rapport à l'an dernier pour se chiffrer à 382 millions de dollars, mais ils seraient restés constants si le taux de change du dollar canadien par rapport à la devise américaine était demeuré inchangé. Le niveau des frais reflète les avantages tirés des mesures de réduction des coûts appliquées par le groupe lors des exercices précédents. Le ratio de productivité du groupe s'est amélioré de 410 points de base par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Comparativement au premier trimestre de 2005, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 14 millions de dollars, ou de 3,8 %, les frais liés au revenu s'étant accrus dans la même mesure que le revenu. Pour les six premiers mois de l'exercice, les frais ont diminué de 35 millions de dollars, ou de 4,4 %, par rapport à la même période de 2004, mais ils auraient baissé de 15 millions de dollars, ou de 1,9 %, si le taux de change du dollar canadien par rapport à la devise américaine était demeuré inchangé. Pour les six premiers mois de l'exercice, le ratio de productivité s'est amélioré de 550 points de base.

Les montants relatifs aux activités aux États-Unis indiqués dans le présent paragraphe sont exprimés en dollars américains. Nos activités aux États-Unis ont permis de dégager un revenu net de 3 millions de dollars, comparativement à un revenu net de 1 million au deuxième trimestre de 2004. Le revenu a diminué de 8 millions de dollars, ou de 6,1 %, la baisse du volume des transactions effectuées par les clients et les réductions de tarification survenues au second semestre de 2004 s'étant répercutées sur le secteur du placement en direct, ce qui a neutralisé la modeste croissance du revenu enregistrée par les autres unités du groupe aux États-Unis. Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 12 millions de dollars, ou de 11 %, et le ratio de productivité des activités aux États-Unis s'est amélioré de 520 points de base. Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu net tiré des activités aux États-Unis s'est chiffré à 6 millions de dollars, alors qu'il était de zéro il y a un an.

Faits marquants et réalisations du trimestre

Les priorités du groupe pour l'exercice 2005 sont décrites à la page 43 du Rapport annuel 2004 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations du deuxième trimestre dans la poursuite de ces objectifs prioritaires figurent ci-dessous.

- L'actif sous gestion et sous administration du groupe, y compris les dépôts à terme, qui s'est chiffré à 290 milliards de dollars, a augmenté de 5 milliards de dollars, ou de 2 %, sur 12 mois. Si l'on fait abstraction de l'incidence de la dépréciation du dollar américain sur l'actif du groupe aux États-Unis, l'actif sous gestion s'est accru de 8 % et l'actif sous administration a progressé de 7 %. Les produits de placement à terme ont reculé de 2 %.
- L'actif des services de courtage traditionnel a augmenté de 10 % sur 12 mois, pour s'établir à 79 milliards de dollars, et l'actif des services de placement en direct en Amérique du Nord, abstraction faite de l'incidence de la dépréciation du dollar américain sur l'actif du groupe aux États-Unis, s'est chiffré à 54 milliards de dollars, soit une hausse de 4 %.
- Le Groupe de Fonds Guardian Ltée et BMO Fonds d'investissement continuent de surclasser le secteur des fonds d'investissement en affichant un chiffre d'affaires net trimestriel supérieur à la moyenne des fonds.
- BMO Placements à terme a lancé le CPG lié au BMO Fonds de dividendes, le seul CPG lié à un fonds de dividendes offert par une grande banque du Canada. Les investisseurs bénéficient d'une protection du capital tout en obtenant des rendements directement liés au rendement du fonds primé BMO Fonds de dividendes.

Groupe Services d'investissement (SI)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2005	Augmentation/(Diminution) c. T2-2004		Augmentation/(Diminution) c. T1-2005		Cumul 2005	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2004	
Revenu net d'intérêts (bic)	273	(29)	(10 %)	(2)	(1 %)	548	(78)	(12 %)
Revenu autre que d'intérêts	407	(28)	(7 %)	(26)	(6 %)	840	9	1 %
Revenu total (bic)	680	(57)	(8 %)	(28)	(4 %)	1 388	(69)	(5 %)
Provision pour créances irrécouvrables	25	(20)	(44 %)	-	-	50	(39)	(44 %)
Frais autres que d'intérêts	359	(21)	(5 %)	(13)	(4 %)	731	(30)	(4 %)
Revenu avant impôts sur les bénéfices	296	(16)	(6 %)	(15)	(5 %)	607	-	-
Impôts sur les bénéfices (bic)	90	(16)	(17 %)	16	20 %	164	(32)	17 %
Revenu net	206	-	-	(31)	(13 %)	443	32	8 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	1	1	100 %	1	100 %	1	1	100 %
Revenu net avant amortissement	207	1	-	(30)	(13 %)	444	33	8 %
Rendement des capitaux propres	20,8 %		2,0 %		(2,4 %)	22,1 %		3,6 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	20,9 %		2,1 %		(2,4 %)	22,1 %		3,6 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	52,9 %		1,4 %		0,4 %	52,7 %		0,5 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	52,8 %		1,3 %		0,3 %	52,7 %		0,5 %
Marge nette d'intérêts (bic)	0,65 %		(0,17 %)		(0,03 %)	0,66 %		(0,19 %)
Actif moyen	172 966	22 664	15 %	11 833	7 %	166 951	19 582	13 %
Groupe SI États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)								
Revenu total	265	16	7 %	(8)	(3 %)	538	38	8 %
Frais autres que d'intérêts	128	(1)	(1 %)	21	20 %	235	(21)	(8 %)
Revenu net	81	19	33 %	(11)	(12 %)	173	47	38 %
Actif moyen	36 624	3 954	12 %	1 571	5 %	35 825	3 054	9 %

Analyse des résultats financiers

Le revenu net pour le deuxième trimestre de 2005 s'est établi à 206 millions de dollars, soit au même niveau qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le trimestre à l'étude a bénéficié de l'incidence nette d'une augmentation de 44 millions de dollars (37 millions après impôts) constatée au moment de la restructuration des EDDV et d'une baisse de 6 millions de dollars (4 millions après impôts) de gains non matérialisés liée à l'évaluation à la juste valeur des investissements des banques d'affaires. Abstraction faite de ces éléments et des deux éléments significatifs qui se sont mutuellement neutralisés au deuxième trimestre de 2004, le revenu net a reculé de 28 millions de dollars, ou de 14 %, la baisse des revenus ayant plus qu'annulé la réduction des frais et la diminution de la provision pour créances irrécouvrables.

Par rapport au premier trimestre, le revenu net a reculé de 31 millions de dollars, ou de 13 %. Le premier trimestre avait bénéficié d'un gain de 30 millions de dollars (20 millions après impôts) découlant de la modification de la façon de comptabiliser les investissements des banques d'affaires, ainsi que d'un recouvrement de 32 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices précédents. Abstraction faite de ces deux éléments et des éléments significatifs du deuxième trimestre, le revenu net a reculé de 12 millions de dollars, ou de 6 %, en raison de la baisse des revenus. Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, le revenu net a augmenté de 32 millions de dollars, soit de 7,9 %. Si l'on fait abstraction des éléments significatifs, le revenu net du semestre a diminué de 48 millions de dollars, ou de 12 %. La baisse des revenus a en effet plus qu'annulé la réduction des frais et la diminution de la provision pour créances irrécouvrables.

Le revenu du deuxième trimestre de 2005 s'est chiffré à 680 millions de dollars, soit 57 millions de dollars ou 7,9 % de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Abstraction faite de l'incidence des EDDV, le revenu a reculé de 101 millions de dollars ou de 14 %. Le revenu net d'intérêts au deuxième trimestre de 2005 a subi l'incidence du rétrécissement des marges dans les secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt, ce qui est normal dans un contexte de hausse des taux, de l'augmentation des coûts des dépôts de clients, de la baisse des marges des services bancaires aux entreprises et de notre stratégie visant à réduire certains actifs ne faisant pas partie de nos principales activités. Les activités de prise ferme de titres de participation et de titres d'emprunt ont cédé du terrain par rapport aux niveaux élevés du deuxième trimestre de 2004, et les frais de service et les revenus de négociation ont eux aussi reculé. La réduction des revenus de négociation s'explique par le ralentissement des activités de négociation d'actions et de devises, qui a plus que neutralisé l'amélioration des revenus tirés des instruments dérivés sur marchandises liée à l'accroissement de la volatilité des marchés du gaz naturel et du pétrole, de même que par les gains sur les swaps sur défaillance associés à notre portefeuille de prêts. Le deuxième trimestre de 2004 a bénéficié de gains nets sur titres de placement de 52 millions de dollars, contrebalancés en grande partie par les frais d'intérêts de 44 millions de dollars découlant du dénouement de contrats de couverture liés aux titres à revenu fixe qui ont été vendus. L'affaiblissement du dollar américain a également ralenti la croissance du revenu. Au deuxième trimestre de 2005, les activités de fusions et acquisitions se sont intensifiées, et les commissions sur titres ont augmenté.

Le revenu a diminué de 28 millions de dollars, soit de 4,2 %, par rapport au premier trimestre. Si l'on fait abstraction de l'incidence des EDDV et de la modification de la façon de comptabiliser les investissements des banques d'affaires, le revenu a reculé de 36 millions de dollars, ou de 5,5 %. Les activités de prise ferme de titres d'emprunt et les revenus de négociation ont aussi reculé. Les commissions ont pour leur part augmenté grâce à l'intensification de l'activité des clients. Les activités de fusions et acquisitions se sont également améliorées, alors que les activités de prise ferme de titres de participation sont restées au même niveau qu'au premier trimestre.

Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu a diminué de 69 millions de dollars, ou de 4,7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est en grande partie imputable aux facteurs qui ont entraîné la réduction des revenus par rapport au trimestre correspondant il y a un an.

La provision pour créances irrécouvrables du deuxième trimestre de 2005 s'est établie à 25 millions de dollars, comparativement à 45 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice précédent et à 25 millions de dollars au premier trimestre de 2005. La provision pour créances irrécouvrables du premier semestre de l'exercice s'est chiffrée à 50 millions de dollars, comparativement à 89 millions de dollars pour le semestre correspondant de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 359 millions de dollars au deuxième trimestre, soit 21 millions de dollars ou 5,5 % de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de la baisse des frais de personnel et de l'affaiblissement du dollar américain. Les frais ont diminué de 13 millions de dollars, ou de 3,6 %, par rapport au premier trimestre, ce qui correspond à la baisse des revenus. Les frais autres que d'intérêts du premier semestre se sont chiffrés à 731 millions de dollars, comparativement à 761 millions de dollars au semestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de la réduction des autres frais d'exploitation et de la dépréciation du dollar américain.

Le ratio de productivité du groupe a reculé de 140 points de base pour s'établir à 52,9 %. Le revenu a diminué davantage que les frais parce que les baisses des revenus étaient surtout concentrées dans des secteurs dont les coûts variables sont relativement peu élevés. Le ratio de productivité n'a pratiquement pas changé par rapport au premier trimestre, le revenu et les frais ayant baissé dans la même proportion. Pour les six premiers mois de l'exercice, le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu a reculé de 50 points de base par rapport à la même période de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 52,7 %, en raison des résultats du deuxième trimestre.

La part du revenu net provenant des activités aux États-Unis a représenté 49,0 % du revenu net du groupe au deuxième trimestre, comparativement à 40,3 % il y a un an et à 47,3 % au premier trimestre de 2005. Les résultats des activités menées aux États-Unis pour le trimestre à l'étude comprennent une tranche de 29 millions de dollars du gain de 37 millions lié aux EDDV, de même qu'une hausse des revenus de négociation; ils reflètent également une réduction de la provision pour créances irrécouvrables. Au premier trimestre, les résultats pour les États-Unis avaient bénéficié de la modification de la façon de comptabiliser les investissements des banques d'affaires.

Nos services d'investissement aux États-Unis visent surtout les moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre 50 millions et 1 milliard de dollars américains. Dans l'ensemble, les revenus et le revenu net provenant des services bancaires aux moyennes entreprises ont baissé par rapport à ceux des périodes comparables, en raison des marges plus faibles dans les domaines des prêts aux entreprises et des services de gestion de trésorerie. Les volumes d'affaires continuent d'augmenter dans les deux domaines. Au deuxième trimestre de 2005, le portefeuille des moyennes entreprises a produit 16,5 % du revenu total du groupe et 34,3 % du revenu réalisé aux États-Unis. Ces activités sont souvent incluses dans les résultats des services bancaires aux particuliers et aux entreprises par les banques de notre groupe de référence de l'Amérique du Nord. Des résultats pro forma intégrant les résultats de nos activités aux États-Unis dans le secteur des moyennes entreprises à ceux du groupe Particuliers et entreprises sont présentés dans la section correspondante du Rapport de gestion.

Faits marquants et réalisations du trimestre

Les priorités du groupe pour l'exercice 2005 sont décrites à la page 46 du Rapport annuel 2004 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations du deuxième trimestre dans la poursuite de ces objectifs prioritaires figurent ci-dessous.

- Au cours du trimestre, BMO Nesbitt Burns a participé à 94 transactions portant sur des titres de créance et des titres de participation canadiens, réunissant 17,5 milliards de dollars. Nous occupons le deuxième rang parmi les firmes canadiennes sur le plan des activités de fusions et acquisitions, grâce à l'annonce de huit transactions dont une fusion de 2 milliards de dollars américains dans le cadre de laquelle nous avons agi à titre de conseillers auprès de Fonds de revenu Pages Jaunes pour l'acquisition d'Advertising Directory Solutions qui appartenait à Bain Capital. De plus, la fusion de 4,2 milliards de dollars entre Molson et Coors, qui a été annoncée en 2004, a été officiellement conclue au deuxième trimestre.
- En février, BMO Nesbitt Burns, en collaboration avec Harris Nesbitt, a conclu un placement transfrontalier de titres participatifs à revenu d'une valeur de 171 millions de dollars pour le compte de Keystone, un des principaux propriétaires et exploitants de salons funéraires aux États-Unis. Nous avons agi comme chef de file pour l'appel public à l'épargne; nous avons mené à terme la syndication de 58 millions de dollars américains de facilités d'emprunt de premier rang ayant fait l'objet d'une prise ferme; nous avons appliqué des stratégies de couverture de change et de taux d'intérêt; nous avons agi à titre d'arrangeur pour une créance de second rang de 10 millions de dollars; nous avons mis en œuvre des services complets de gestion de trésorerie; et nous avons établi de nouvelles relations d'affaires pour Harris Investment Management.
- Harris Nesbitt a agi à titre de cochef de file dans le cadre de deux transactions sur le marché des actions pour Comstock Resources : une offre subséquente et accélérée de titres d'une valeur de 125 millions de dollars et un premier appel public à l'épargne de 175,5 millions de dollars pour Bois d'Arc Energy, une filiale de Comstock.
- BMO Nesbitt Burns a collaboré avec l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique pour placer un billet à 10 ans de 650 millions de dollars, dont une tranche de 10 % a été vendue à des investisseurs particuliers.

Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2005	Augmentation/(Diminution) c. T2-2004		Augmentation/(Diminution) c. T1-2005		Cumul 2005	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2004	
Revenu net d'intérêts (bic)	(60)	(5)	(12 %)	3	3 %	(123)	(56)	(85 %)
Revenu autre que d'intérêts	35	(86)	(71 %)	9	31 %	61	(51)	(45 %)
Revenu total (bic)	(25)	(91)	(+100 %)	12	28 %	(62)	(107)	(+100 %)
Recouvrement de créances irrécouvrables	96	(19)	(17 %)	39	68 %	153	(68)	(30 %)
Frais autres que d'intérêts	57	26	81 %	26	79 %	88	29	48 %
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	14	(136)	(+100 %)	25	+100 %	3	(204)	(+100 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	(24)	(54)	(+100 %)	(1)	(12 %)	(47)	(109)	(+100 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	14	10	+100 %	-	-	28	21	+100 %
Revenu net (perte nette)	24	(92)	(79 %)	26	+100 %	22	(116)	(84 %)
Services d'entreprise États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)								
Revenu	(22)	(51)	(+100 %)	1	4 %	(45)	(46)	(+100 %)
Recouvrement de créances irrécouvrables	34	35	+100 %	11	48 %	57	70	+100 %
Frais autres que d'intérêts	33	19	+100 %	24	+100 %	42	17	68 %
Revenu net	(6)	(19)	(+100 %)	(14)	(+100 %)	2	37	+100 %
Actif moyen	4 611	(1 034)	(18 %)	(368)	(7 %)	4 798	(845)	(15 %)

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing, les ressources humaines et la formation. Les Services d'entreprise gèrent aussi les revenus et les frais liés à certaines opérations de titrisation, les opérations de couverture visant les revenus nets de sources étrangères, de même que les activités liées à la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

Technologie et solutions

Le groupe Technologie et solutions assure, pour le compte de BMO Groupe financier, la gestion, le soutien et la direction des services de technologie de l'information, une capacité de traitement, des services d'impartition ainsi que l'exécution d'opérations immobilières. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation et adopte des normes communes en matière d'infrastructure et de service dans le but de maximiser la qualité, l'efficacité et l'efficience des activités.

Analyse des résultats financiers

Les résultats d'exploitation du groupe Technologie et solutions sont inclus dans ceux des Services d'entreprise aux fins de la présentation de l'information. Les coûts des services fournis par le groupe sont transférés aux groupes clients (PE, GP et SI) et seuls les écarts relativement mineurs sont retenus dans les résultats du groupe Technologie et solutions. Les résultats de la présente section correspondent donc en grande partie aux résultats des activités des Services d'entreprise.

Le revenu net du deuxième trimestre s'est chiffré à 24 millions de dollars, comparativement à 116 millions de dollars au deuxième trimestre de 2004. Les résultats du trimestre à l'étude comprenaient une réduction de 40 millions de dollars de la réserve générale pour créances irrécouvrables et une provision de 25 millions de dollars liée à un litige concernant le groupe Gestion privée. La provision a été comptabilisée dans les résultats des Services d'entreprise aux États-Unis, étant donné que l'objet du litige n'a aucun rapport avec les activités courantes du groupe Gestion privée. Les résultats du deuxième trimestre de 2004 comprenaient également une réduction de 40 millions de dollars de la réserve générale et un gain sur titres de placement de

41 millions de dollars. Abstraction faite de ces éléments significatifs, le revenu net a baissé de 50 millions de dollars, pour s'établir à 14 millions de dollars, en raison des gains de change plus faibles et d'une réduction de 19 millions de dollars des recouvrements de pertes sur créances. Le revenu net a augmenté de 26 millions de dollars par rapport au premier trimestre en raison de la réduction de la réserve générale au deuxième trimestre et de l'accroissement proportionnel des avantages fiscaux, partiellement neutralisés par l'incidence de la provision liée à un litige.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, le revenu net s'est chiffré à 22 millions de dollars, comparativement à 138 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Les résultats pour le premier semestre de l'exercice comprennent des recouvrements nets de pertes sur créances de 153 millions de dollars, comparativement à des recouvrements nets de 221 millions de dollars pour la même période de l'exercice antérieur, essentiellement en raison d'une réduction plus importante de la réserve générale il y a un an. Le gain net sur titres de placement et les gains de change ont baissé par rapport à la même période de l'exercice précédent. Abstraction faite des éléments significatifs des deux exercices, le revenu net du semestre a diminué de 56 millions de dollars, principalement sous l'effet de la baisse des gains de change et des recouvrements de pertes sur créances.

Les écarts entre les provisions imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon notre méthode de la perte prévue, et les provisions pour créances irrécouvrables pour la période, calculées pour l'ensemble de l'organisation conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Faits marquants et réalisations du trimestre

Le groupe Technologie et solutions vise à améliorer la rentabilité en appliquant la technologie et les processus les plus efficaces et les plus efficaces au sein de BMO. Au deuxième trimestre de 2005, le groupe a permis la réalisation du fait marquant suivant :

- BMO Groupe financier a commencé les travaux de construction de son centre de traitement informatique de Barrie à la mi-février, et ces travaux devraient être achevés comme prévu en avril 2006. Entre 250 et 300 employés à temps plein commenceront à travailler dans ces installations en juin 2006. Le centre, qui fera partie intégrante de l'infrastructure de BMO, est conçu pour fournir à BMO Groupe financier la capacité de traitement hautement efficace dont il a besoin pour soutenir ses clients à l'échelle internationale.

Incidence des éléments significatifs

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)
(Tous les montants applicables sont présentés sur une base d'imposition comparable)

Selon les états financiers

	T2-2005	T1-2005	Cumul 2005	T2-2004	T1-2004	Cumul 2004
Revenu net par groupe d'exploitation :						
Groupe Particuliers et entreprises	293	294	587	206	241	447
Groupe Gestion privée	77	73	150	63	53	116
Groupe Services d'investissement	206	237	443	206	205	411
Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	24	(2)	22	116	22	138
Total de BMO	600	602	1 202	591	521	1 112
Résultat dilué par action (en dollars)	1,16	1,16	2,32	1,12	1,00	2,12
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars)	1,21	1,19	2,40	1,17	1,03	2,20

Éléments significatifs

	Groupe d'exploitation	T2-2005	T1-2005	Cumul 2005	T2-2004	T1-2004	Cumul 2004
Revenu							
Frais de services de cartes	PE				(51)		(51)
Juste valeur des investissements de banques d'affaires - rajustements	PE		2	2			
Juste valeur des investissements de banques d'affaires - rajustements	SI	(6)	30	24			
Restructuration des EDDV	SI	44		44			
Frais d'intérêts - dénouement de contrats de couverture	SI				(44)		(44)
Gains sur titres de placement élevés	SI				52		52
Gains sur titres de placement élevés	Serv. d'entr.				41		41
Frais de remboursement anticipé de prêts hypothécaires	Serv. d'entr.					42	42
Actions de BMO détenues par des filiales	Serv. d'entr.					(26)	(26)
Augmentation (diminution) des revenus		38	32	70	(2)	16	14
Diminution de la provision générale pour créances irrécouvrables	Serv. d'entr.	40		40	40	40	80
Augmentation des frais							
Provision liée à un litige	Serv. d'entr.	(25)		(25)			
Augmentation du revenu avant impôts*		53	32	85	38	56	94
Impôts sur les bénéfices							
Impôts sur les bénéfices liés aux éléments significatifs		(10)	(11)	(21)	(14)	(19)	(33)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs	PE	20		20			
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs	SI		32	32			
Passifs d'impôts futurs liés à des immeubles aux États-Unis	Serv. d'entr.					(19)	(19)
Diminution (augmentation) des impôts sur les bénéfices		10	21	31	(14)	(38)	(52)
Augmentation du revenu net*		63	53	116	24	18	42

Revenu net par groupe d'exploitation, abstraction faite des éléments significatifs :

Groupe Particuliers et entreprises	273	293	566	239	241	480
Groupe Gestion privée	77	73	150	63	53	116
Groupe Services d'investissement	173	185	358	201	205	406
Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	14	(2)	12	64	4	68
Total de BMO	537	549	1 086	567	503	1 070
Résultat dilué par action (en dollars)	1,04	1,06	2,10	1,07	0,97	2,04
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars)	1,09	1,09	2,18	1,12	1,00	2,12

* Incidence des éléments significatifs sur les résultats des activités aux États-Unis

Augmentation (diminution) du revenu net avant impôts	(1)	28	27	38	-	38
Augmentation (diminution) du revenu net	9	18	27	25	(19)	6

Les résultats et mesures ci-dessus qui excluent l'incidence des éléments significatifs sont présentés pour aider les lecteurs à comprendre l'incidence de ces éléments sur les résultats de la période considérée et des périodes comparées. Ce sont des montants et mesures non conformes aux PCGR et les lecteurs doivent se reporter à la section sur les mesures non conformes aux PCGR pour lire notre mise en garde concernant l'utilisation de ces mesures et les restrictions qui s'y appliquent.

États financiers consolidés

État consolidé des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trois mois terminés le				Pour les six mois terminés le		
	30 avril 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 juillet 2004	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
				Données retraitées (voir la note 2)			Données retraitées (voir la note 2)
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions							
Prêts	1 843 \$	1 798 \$	1 696 \$	1 693 \$	1 639 \$	3 641 \$	3 354 \$
Valeurs mobilières	461	428	367	363	354	889	746
Dépôts à d'autres banques	160	112	104	114	115	272	220
	2 464	2 338	2 167	2 170	2 108	4 802	4 320
Frais d'intérêts							
Dépôts	875	793	679	652	692	1 668	1 413
Dettes subordonnées	52	47	48	48	47	99	97
Actions privilégiées et titres de fiducie de capital (note 2)	26	25	33	30	31	51	61
Autres passifs	330	275	231	200	183	605	367
	1 283	1 140	991	930	953	2 423	1 938
Revenu net d'intérêts	1 181	1 198	1 176	1 240	1 155	2 379	2 382
Provision pour créances irrécouvrables (note 3)	6	43	(13)	(110)	5	49	20
Revenu net d'intérêts après provision pour créances irrécouvrables	1 175	1 155	1 189	1 350	1 150	2 330	2 362
Revenu autre que d'intérêts							
Commissions et droits sur titres	299	266	241	242	301	565	572
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	180	179	187	188	184	359	371
Revenus de négociation	60	101	22	59	69	161	119
Commissions sur prêts	73	75	81	89	70	148	147
Frais de services de cartes	88	88	73	81	28	176	107
Gestion de placements et garde de titres	74	75	75	81	76	149	151
Revenus tirés de fonds d'investissement	106	102	96	98	96	208	184
Revenus de titrisation	33	20	43	46	45	53	88
Commissions de prise ferme et de consultation	77	87	79	73	104	164	191
Gains sur titres de placement (note 2)	12	37	37	5	93	49	133
Revenus de change autres que de négociation	45	45	45	39	53	90	93
Revenus d'assurance	39	41	37	37	34	80	65
Autres	130	97	57	83	98	227	136
	1 216	1 213	1 073	1 121	1 251	2 429	2 357
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	2 391	2 368	2 262	2 471	2 401	4 759	4 719
Frais autres que d'intérêts							
Rémunération du personnel (note 6)	925	926	825	919	935	1 851	1 888
Bureaux et matériel	312	303	324	311	315	615	617
Amortissement des actifs incorporels	24	24	25	27	26	48	52
Déplacements et expansion des affaires	60	50	69	60	59	110	110
Communications	32	28	35	33	34	60	70
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	26	24	29	23	24	50	47
Honoraires	59	61	71	58	66	120	133
Autres	141	117	115	107	106	258	209
Total des frais autres que d'intérêts	1 579	1 533	1 493	1 538	1 565	3 112	3 126
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	812	835	769	933	836	1 647	1 593
Impôts sur les bénéfices	198	219	213	286	241	417	473
	614	616	556	647	595	1 230	1 120
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	14	14	5	4	4	28	8
Revenu net	600 \$	602 \$	551 \$	643 \$	591 \$	1 202 \$	1 112 \$
Dividendes sur actions privilégiées	8 \$	8 \$	5 \$	9 \$	9 \$	16 \$	17 \$
Revenu net afférent aux actions ordinaires	592 \$	594 \$	546 \$	634 \$	582 \$	1 186 \$	1 095 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	499 415	501 268	500 635	502 177	502 619	500 357	501 910
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	510 237	512 941	513 355	514 800	516 430	511 611	516 053
Résultats par action (en dollars canadiens)							
De base	1,19 \$	1,18 \$	1,08 \$	1,27 \$	1,16 \$	2,37 \$	2,18 \$
Dilué	1,16	1,16	1,06	1,24	1,12	2,32	2,12
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,46	0,44	0,44	0,40	0,40	0,90	0,75

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante. Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la présente période.

Bilan consolidé

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	30 avril 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 juillet 2004	30 avril 2004
	Données retraitées (voir note 2)				
Actif					
Encaisse	21 141 \$	20 292 \$	18 045 \$	20 788 \$	22 266 \$
Valeurs mobilières					
Titres de placement	15 698	15 174	15 017	15 633	18 385
Titres de négociation	43 717	38 009	35 444	34 977	39 004
Substituts de prêts	11	11	11	11	11
	59 426	53 194	50 472	50 621	57 400
Prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	57 703	57 038	56 444	55 969	54 512
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	26 714	25 728	24 887	24 568	23 623
Prêts sur cartes de crédit	4 557	4 525	3 702	3 530	3 405
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	47 716	45 886	44 559	47 241	45 926
Titres pris en pension, empruntés ou achetés	31 357	24 487	22 609	22 727	25 613
	168 047	157 664	152 201	154 035	153 079
Engagements de clients aux termes d'acceptations	5 814	4 475	5 355	5 498	5 024
Réserve pour créances irrécouvrables (note 3)	(1 220)	(1 314)	(1 308)	(1 487)	(1 667)
	172 641	160 825	156 248	158 046	156 436
Autres actifs					
Instruments financiers dérivés	23 031	22 778	25 448	19 325	21 424
Bureaux et matériel	1 875	2 012	2 020	2 021	2 030
Écarts d'acquisition	1 632	1 602	1 507	1 589	1 415
Actifs incorporels	462	486	480	549	578
Actifs divers (note 2)	12 148	32 905	10 974	9 005	11 507
	39 148	59 783	40 429	32 489	36 954
Total de l'actif	292 356 \$	294 094 \$	265 194 \$	261 944 \$	273 056 \$
Passif et capitaux propres					
Dépôts					
Banques	23 536 \$	24 488 \$	20 654 \$	22 320 \$	23 996 \$
Entreprises et administrations publiques	89 698	81 306	79 614	81 678	84 465
Particuliers	77 811	76 538	74 922	77 061	76 466
	191 045	182 332	175 190	181 059	184 927
Autres passifs					
Instruments financiers dérivés	21 862	21 913	23 973	18 081	19 959
Acceptations	5 814	4 475	5 355	5 498	5 024
Titres vendus à découvert	13 674	11 783	10 441	10 295	10 624
Titres mis en pension, prêtés ou vendus	28 694	23 425	21 345	21 307	25 212
Passifs divers (note 2)	12 887	32 579	12 156	8 467	10 263
	82 931	94 175	73 270	63 648	71 082
Dette subordonnée (note 7)	3 420	2 909	2 395	2 462	2 488
Actions privilégiées (notes 2 et 8)	450	450	450	850	850
Titres de fiducie de capital (note 2)	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Capitaux propres					
Capital-actions (note 8)	4 512	4 492	4 453	4 414	4 379
Surplus d'apport	15	12	10	8	21
Perte de change non matérialisée nette	(380)	(432)	(497)	(173)	(57)
Bénéfices non répartis	9 213	9 006	8 773	8 526	8 216
	13 360	13 078	12 739	12 775	12 559
Total du passif et des capitaux propres	292 356 \$	294 094 \$	265 194 \$	261 944 \$	273 056 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la présente période.

État consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
		Données retraitées (voir la note 2)		Données retraitées (voir la note 2)
Actions privilégiées				
Solde au début de la période	596 \$	1 446 \$	596 \$	1 446 \$
Incidence de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives au passif et aux capitaux propres (note 2)	-	(850)	-	(850)
Solde au début de la période (après retraitement)	596	596	596	596
Solde à la fin de la période	596	596	596	596
Actions ordinaires				
Solde au début de la période	3 896	3 751	3 857	3 662
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	17	15	35	29
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	28	27	63	102
Actions émises en échange d'actions d'une filiale	-	-	2	1
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 8)	(25)	(10)	(41)	(11)
Solde à la fin de la période	3 916	3 783	3 916	3 783
Surplus d'apport				
Solde au début de la période	12	20	10	3
Frais liés aux options d'achat d'actions (note 6)	3	1	5	3
Gain sur actions de trésorerie, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables (note 8)	-	-	-	15
Solde à la fin de la période	15	21	15	21
Gain (perte) de change non matérialisés nets				
Solde au début de la période	(432)	(178)	(497)	(195)
Gain non matérialisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	137	344	317	394
Perte sur des opérations de couverture	(131)	(343)	(307)	(394)
Impôts sur les bénéfices	46	120	107	138
Solde à la fin de la période	(380)	(57)	(380)	(57)
Bénéfices non répartis				
Solde au début de la période	9 006	7 897	8 773	7 566
Incidence cumulative de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux entités à détenteurs de droits variables, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables (note 2)	-	-	(42)	-
	9 006	7 897	8 731	7 566
Revenu net	600	591	1 202	1 112
Dividendes – Actions privilégiées	(8)	(9)	(16)	(17)
– Actions ordinaires	(230)	(201)	(450)	(376)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 8)	(155)	(62)	(254)	(69)
Solde à la fin de la période	9 213	8 216	9 213	8 216
Total des capitaux propres	13 360 \$	12 559 \$	13 360 \$	12 559 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

État consolidé des flux de trésorerie

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
		Données retraitées (voir la note 2)		Données retraitées (voir la note 2)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	600 \$	591 \$	1 202 \$	1 112 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation				
Dévaluation des titres de placement	-	20	7	34
Gain net sur titres de placement	(12)	(113)	(56)	(167)
Augmentation nette des titres de négociation	(5 708)	(274)	(8 273)	(4 009)
Provision pour créances irrécouvrables	6	5	49	20
Gain à la vente de prêts titrisés	(23)	(32)	(42)	(65)
Variation des instruments financiers dérivés				
(Augmentation) diminution des actifs dérivés	(253)	671	2 417	(208)
Diminution des passifs dérivés	(51)	(1 843)	(2 111)	(756)
Amortissement des bureaux et du matériel	90	90	185	179
Amortissement des actifs incorporels	24	26	48	52
Charge (économie) d'impôts futurs	(11)	(3)	40	78
Diminution nette des impôts sur les bénéfices exigibles	(59)	(193)	(340)	(1 098)
Variation des intérêts courus				
Augmentation des intérêts à recevoir	(120)	(41)	(167)	(48)
Augmentation (diminution) des intérêts à payer	92	(76)	90	(66)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	1 648	833	(513)	(793)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(3 777)	(339)	(7 464)	(5 735)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation nette des dépôts	8 713	6 650	15 103	13 168
Augmentation nette des titres vendus à découvert	1 891	955	3 233	2 369
Augmentation nette des titres mis en pension, prêtés ou vendus	5 269	1 071	7 349	1 145
Augmentation nette du passif des filiales	740	260	495	273
Remboursement de la dette subordonnée	-	-	-	(400)
Produit de l'émission de la dette subordonnée	500	-	1 000	-
Produit de l'émission d'actions ordinaires	45	42	98	131
Produit de la vente d'actions de trésorerie (note 8)	-	-	-	149
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 8)	(180)	(72)	(295)	(80)
Dividendes versés	(238)	(210)	(466)	(394)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités de financement	16 740	8 696	26 517	16 361
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Augmentation nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(1 535)	(2 182)	(3 205)	(2 710)
Achat de titres de placement	(4 011)	(7 703)	(8 096)	(15 102)
Échéances de titres de placement	1 742	3 900	3 792	7 086
Produit de la vente de titres de placement	1 909	4 741	4 329	10 071
Augmentation nette des prêts, des engagements de clients				
aux termes d'acceptations et des substituts de prêts	(5 626)	(3 990)	(8 470)	(5 835)
Produit de la titrisation de prêts	695	251	1 438	396
Augmentation nette des titres pris en pension, empruntés ou achetés	(6 870)	(2 904)	(8 748)	(4 615)
Produit de la vente de terrains et immeubles	148	-	148	-
Bureaux et matériel – achats nets	(101)	(90)	(164)	(161)
Acquisitions (note 5)	-	(67)	(194)	(69)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(13 649)	(8 044)	(19 170)	(10 939)
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces	(686)	313	(117)	(313)
Espèces et quasi-espèces au début de la période	3 175	1 889	2 606	2 515
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	2 489 \$	2 202 \$	2 489 \$	2 202 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres de la période précédente ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la présente période.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les six mois terminés le 30 avril 2005 (non vérifié)

Note 1 Normes de présentation

Les présents états financiers consolidés doivent être lus en se reportant aux notes afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, telles qu'elles figurent aux pages 87 à 122 de notre Rapport annuel 2004. Les présents états financiers consolidés ont

été dressés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, selon les conventions comptables et méthodes de calcul utilisées pour nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, sous réserve de ce qui est décrit à la note 2.

Note 2 Modifications des conventions comptables

Passif et capitaux propres

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) concernant le classement des instruments financiers dans le passif ou dans les capitaux propres. Ces nouvelles règles exigent que nous classions dans le passif nos actions privilégiées et nos titres de fiducie de capital qui sont potentiellement convertibles en un nombre variable de nos actions ordinaires au gré du détenteur. Nous avons reclassé dans le passif, au poste actions privilégiées, nos actions privilégiées de catégorie B, séries 4 et 6, pour un montant de 450 millions de dollars, qui étaient auparavant comptabilisées dans le capital-actions. De plus, nous avons également reclassé dans le passif, au poste titres de fiducie de capital, nos titres de fiducie de capital de séries A, B et C, pour un montant de 1 150 millions

de dollars, qui étaient auparavant comptabilisés au poste passifs divers, dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales. Les dividendes déclarés pour ces actions privilégiées ainsi que les distributions effectuées sur ces titres de fiducie de capital sont maintenant comptabilisés dans les frais d'intérêts. Cette modification n'a eu aucune incidence sur nos résultats par action ou sur le revenu net afférent aux actions ordinaires, puisque nous déduisons les dividendes sur actions privilégiées du revenu net lorsque nous déterminons ces mesures.

Nous avons retraité nos états financiers des périodes antérieures pour qu'ils soient compatibles avec la nouvelle présentation, comme l'exigent les nouvelles règles. Le tableau ci-dessous présente l'incidence de cette modification de la convention comptable sur les données de la présente période et sur celles des périodes antérieures :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le					Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 juillet 2004	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Augmentation (diminution) du revenu net							
État consolidé des résultats							
Frais d'intérêts – Actions privilégiées et titres de fiducie de capital	(26)\$	(25)\$	(33)\$	(30)\$	(31)\$	(51)\$	(61)\$
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	11	11	11	10	11	22	22
Impôts sur les bénéfices	10	9	10	9	9	19	17
Revenu net	(5)	(5)	(12)	(11)	(11)	(10)	(22)
Dividendes sur actions privilégiées	5	5	12	11	11	10	22
Modification du revenu net afférent aux actions ordinaires	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$

(en millions de dollars canadiens)	Au				
	30 avril 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 juillet 2004	30 avril 2004
Augmentation (diminution)					
Bilan consolidé					
Actions privilégiées	450 \$	450 \$	450 \$	850 \$	850 \$
Titres de fiducie de capital	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Passifs divers	(1 150)	(1 150)	(1 150)	(1 150)	(1 150)
Capital-actions	(450)	(450)	(450)	(850)	(850)

Entités à détenteurs de droits variables

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Les EDDV comprennent les entités dont le capital investi est considéré comme insuffisant pour permettre à l'entité de financer ses activités. En vertu de ces nouvelles règles, nous devons consolider les EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de subir la majorité de leurs pertes prévues ou nous avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, selon une méthode de calcul déterminée par les organismes de normalisation. Nos états financiers des périodes antérieures n'ont pas été retraités en fonction de cette modification.

Depuis le 1^{er} novembre 2004, nous avons procédé à la consolidation de nos entités de titrisation des clients. Nous avons regroupé les actifs et les passifs de ces EDDV avec les actifs divers et les passifs divers, respectivement,

et toutes les incidences sur le revenu net avant provision pour impôts sur les bénéfices ont été comptabilisées dans le revenu autre que d'intérêts, au poste autres, car nous avons l'intention de restructurer ces EDDV. L'incidence de cette modification sur notre bilan consolidé du 1^{er} novembre 2004 a été une augmentation des actifs divers de 21 160 millions de dollars, une diminution des actifs dérivés de 67 millions, une augmentation des passifs divers de 21 150 millions, une diminution des passifs dérivés de 15 millions et une diminution des capitaux propres de 42 millions de dollars.

L'incidence sur les capitaux propres découle du fait que les swaps de taux d'intérêt détenus par nos EDDV pour couvrir leur risque de taux d'intérêt ne satisfaisaient pas aux conditions de la comptabilité de couverture avant la consolidation. Les ajustements de la valeur de ces instruments dérivés à la valeur du marché depuis leur création jusqu'au 1^{er} novembre 2004 auraient été constatés dans le revenu. Puisque les nouvelles règles nous obligent à inscrire les résultats des EDDV

consolidées comme si celles-ci avaient toujours été consolidées, sans retraiter les données des périodes antérieures, le montant des pertes liées à la valeur du marché antérieures au 1^{er} novembre 2004 a été constaté dans le solde d'ouverture de nos bénéfices non répartis. L'ajustement était constaté dans le revenu sur le reste de la durée de vie des swaps. Ces instruments dérivés satisfaisaient aux conditions de la comptabilité de couverture à partir du moment où les EDDV ont été consolidées.

Le 29 avril 2005, nous avons complété la restructuration de nos entités de titrisation des clients, soit en résiliant nos swaps avec ces EDDV ou en changeant les modalités de ces swaps et en modifiant certains des droits des porteurs des billets émis par ces EDDV. Par conséquent, ces entités ne répondent plus aux critères de consolidation. L'incidence de la consolidation de ces EDDV sur notre état consolidé des résultats pour les six mois terminés le 30 avril 2005 a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste autres, de 5 millions de dollars, augmentation résultant de la constatation des pertes liées à la valeur du marché sur la durée de vie des swaps correspondants (3 millions pour les trois mois terminés le 30 avril 2005). L'incidence de la déconsolidation de ces entités sur notre état consolidé des résultats le 29 avril 2005 a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste autres, de 44 millions de dollars, une augmentation des impôts sur les bénéfices de

7 millions et une augmentation du revenu net de 37 millions, représentant la contrepassation des pertes sur swaps non amorties liées à la valeur du marché qui avaient été imputées aux bénéfices non répartis.

Notre participation dans ces EDDV et dans d'autres EDDV est présentée sommairement à la note 8 afférente à nos états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004, aux pages 96 et 97 de notre Rapport annuel 2004.

Investissements des banques d'affaires

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA applicables à nos filiales qui ont des activités de banques d'affaires. En vertu de ces nouvelles règles, ces filiales doivent comptabiliser leurs investissements à leur juste valeur et comptabiliser les changements de la juste valeur dans le revenu net. Auparavant, elles comptabilisaient leurs investissements au prix coûtant. L'incidence de cette modification de la convention comptable sur notre état consolidé des résultats pour les six mois terminés le 30 avril 2005, y compris l'ajustement initial à la juste valeur au 1^{er} novembre 2004, a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste gains (pertes) sur titres de placement, de 26 millions de dollars, une augmentation des impôts sur les bénéfices de 9 millions et une augmentation du revenu net de 17 millions.

Note 3 Réserve pour créances irrécouvrables

La réserve pour créances irrécouvrables inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur les créances irrécouvrables liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de

crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre réserve pour créances irrécouvrables :

	Pour les trois mois terminés le						Pour les six mois terminés le					
	Réserve spécifique		Réserve générale		Total		Réserve spécifique		Réserve générale		Total	
	30 avril 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Solde au début de la période	297 \$	599 \$	1 017 \$	1 140 \$	1 314 \$	1 739 \$	298 \$	611 \$	1 010 \$	1 180 \$	1 308 \$	1 791 \$
Provision pour créances irrécouvrables	46	45	(40)	(40)	6	5	89	100	(40)	(80)	49	20
Recouvrements	15	14	-	-	15	14	31	46	-	-	31	46
Radiations	(107)	(121)	-	-	(107)	(121)	(179)	(230)	-	-	(179)	(230)
Écarts de change et autres	3	30	6	-	9	30	15	40	13	-	28	40
Solde à la fin de la période	254 \$	567 \$	983 \$	1 100 \$	1 237 \$	1 667 \$	254 \$	567 \$	983 \$	1 100 \$	1 237 \$	1 667 \$
Comprend :												
Prêts	237 \$	567 \$	983 \$	1 100 \$	1 220 \$	1 667 \$	237 \$	567 \$	983 \$	1 100 \$	1 220 \$	1 667 \$
Autres instruments de crédit	17	-	-	-	17	-	17	-	-	-	17	-

Note 4 Titrisation

Au cours des six mois terminés le 30 avril 2005, nous avons titrisé des prêts hypothécaires à l'habitation d'une valeur totale de 1 441 millions de dollars pour un produit en espèces total de 1 438 millions (700 millions et 695 millions respectivement pour les trois mois terminés le 30 avril 2005). Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé de ces opérations de titrisation étaient une durée moyenne de 4,6 ans, un taux de remboursement anticipé de 8,0 %, un taux d'intérêt de 5,01 % et un taux d'actualisation de 3,73 % (respectivement 4,7 ans, 8,0 %, 5,04 % et 3,75 % pour les trois mois terminés le 30 avril 2005). Aucune créance irrécouvrable n'a été prévue puisque les prêts hypothécaires sont garantis par des tiers. Nous avons conservé la

responsabilité de la gestion de ces prêts. Nous avons comptabilisé des gains de 16 millions de dollars dans le revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de titrisation, un prix d'achat différé de 58 millions de dollars dans les actifs divers et une obligation de gestion de 12 millions de dollars dans les passifs divers relativement à la titrisation de ces prêts (11 millions, 28 millions et 6 millions respectivement pour les trois mois terminés le 30 avril 2005). De plus, les gains à la vente de prêts vendus à des entités de titrisation à rechargement ont été de 26 millions de dollars pour les six mois terminés le 30 avril 2005 (18 millions pour les trois mois terminés le 30 avril 2005).

Note 5 Acquisition**Mercantile Bancorp, Inc.**

Le 30 décembre 2004, nous avons conclu l'acquisition de Mercantile Bancorp, Inc., une banque locale dont le siège social est situé dans l'Indiana, pour une somme totale en espèces de 194 millions de dollars. Dans le cadre de cette transaction, nous avons également acquis une petite société immobilière Lake Commercial Corp. (collectivement, MBI). Les résultats de MBI ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de MBI nous donne la possibilité d'étendre nos services de banque locale dans le Nord-Ouest de l'Indiana. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. MBI fait partie de l'unité d'exploitation Services bancaires aux particuliers et aux entreprises de notre groupe Particuliers et entreprises.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)	Mercantile Bancorp, Inc.
Encaisse	111 \$
Valeurs mobilières	166
Prêts	620
Bureaux et matériel	24
Écart d'acquisition	86
Actif incorporel (dépôts de base)	15
Actifs divers	27
Total de l'actif	1 049
Dépôts	752
Passifs divers	103
Total du passif	855
Prix d'achat	194 \$

La répartition du prix d'achat a été révisée de façon à refléter les précisions que nous obtenons dans le cadre de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

Note 6 Rémunération du personnel**Options d'achat d'actions**

Au cours des six mois terminés le 30 avril 2005, nous avons attribué 1 435 075 options d'achat d'actions. La moyenne pondérée de la juste valeur de ces options était de 10,34 \$ l'option et elle a été déterminée au moyen d'un modèle trinomial d'évaluation d'options, en nous fondant sur les moyennes pondérées suivantes des hypothèses retenues :

Pour les options attribuées au cours des six mois terminés le 30 avril 2005

Rendement prévu des actions	3,1 %
Volatilité prévue du cours des actions	22,8 %
Taux de rendement sans risque	4,2 %
Période prévue jusqu'à l'exercice des options	7,1 ans

Le tableau ci-dessous montre quelle aurait été l'incidence sur notre revenu net et sur nos résultats par action, si nous avions comptabilisé les frais liés aux options d'achat d'actions au cours de la présente période et des périodes précédentes en nous fondant sur la juste valeur de toutes nos options d'achat d'actions en cours à la date à laquelle elles ont été attribuées :

(en millions de dollars canadiens, sauf les résultats par action)

	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Frais liés aux options d'achat d'actions inclus dans les frais de rémunération du personnel	3 \$	1 \$	5 \$	3 \$
Revenu net, selon les états financiers	600 \$	591 \$ 1)	1 202 \$	1 112 \$ 1)
Frais supplémentaires si nous avions comptabilisé toutes les options d'achat d'actions en cours attribuées avant le 1 ^{er} novembre 2002	3	7	6	17
Revenu net pro forma	597 \$	584 \$	1 196 \$	1 095 \$
Résultats par action				
De base, selon les états financiers	1,19 \$	1,16 \$	2,37 \$	2,18 \$
De base, pro forma	1,18	1,15	2,36	2,15
Dilué, selon les états financiers	1,16	1,12	2,32	2,12
Dilué, pro forma	1,16	1,12	2,31	2,09

1) Donnée retraitée, voir la note 2.

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau ci-dessous résume les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs que nous avons comptabilisées :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Pour les trois mois terminés le		Pour les trois mois terminés le	
	30 avril 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Prestations constituées par les employés	31 \$	31 \$	4 \$	4 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	50	53	11	12
Perte actuarielle constatée dans la charge	17	18	3	2
Amortissement du coût des modifications aux régimes	1	-	(2)	(2)
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	(57)	(55)	(1)	(1)
Charge liée aux prestations constituées	42	47	15	15
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	14	14	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	3	3	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	59 \$	64 \$	15 \$	15 \$

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Pour les six mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Prestations constituées par les employés	62 \$	59 \$	8 \$	8 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	101	102	22	23
Perte actuarielle constatée dans la charge	33	37	6	5
Amortissement du coût des modifications aux régimes	2	1	(3)	(4)
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	(114)	(109)	(2)	(2)
Charge liée aux prestations constituées	84	90	31	30
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	26	27	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	6	6	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	116 \$	123 \$	31 \$	30 \$

Note 7 Dette subordonnée

Le 22 avril 2005, nous avons émis des titres secondaires d'une valeur totale de 500 millions de dollars dans le cadre de notre programme canadien de billets à moyen terme. Il s'agit d'une émission de billets à moyen terme de série C, deuxième tranche, arrivant à échéance en avril 2020. Ces billets portent intérêt à un taux fixe de 4,87 % (intérêts versés semestriellement) jusqu'au 22 avril 2015 et, par la suite, à un taux variable égal au taux des acceptations bancaires d'un terme de trois mois majoré de 1,00 % (intérêts versés trimestriellement) jusqu'à l'échéance.

Le 21 janvier 2005, nous avons émis des titres secondaires d'une valeur totale de 500 millions de dollars dans le cadre de notre programme canadien de billets à moyen terme. Il s'agit d'une émission de billets à moyen terme de série C, première tranche, arrivant à

échéance en janvier 2015. Ces billets portent intérêt à un taux fixe de 4,00 % (intérêts versés semestriellement) jusqu'au 21 janvier 2010 et, par la suite, à un taux variable égal au taux des acceptations bancaires d'un terme de trois mois majoré de 1,00 % (intérêts versés trimestriellement) jusqu'à l'échéance.

Le 4 mai 2005, nous avons annoncé notre intention de racheter, le 8 juin 2005, tous nos billets à moyen terme de série B, première tranche, portant intérêt à un taux de 6,60 % et arrivant à échéance en 2010, d'une valeur totale de 300 millions de dollars. Ces billets seront rachetés à un prix de rachat équivalent à 100 % du montant du capital plus l'intérêt couru impayé à la date du rachat.

Note 8 Capital-actions

Au cours du trimestre, nous avons racheté 3 252 800 actions ordinaires pour une somme de 180 millions de dollars, ce qui représente un prix moyen de 55,48 \$ l'action. Au cours des six mois terminés le 30 avril 2005, nous avons racheté 5 299 300 actions ordinaires pour une somme de 295 millions de dollars, ce qui représente un prix moyen de 55,74 \$ l'action. Un total de 6 678 700 actions ordinaires ont été rachetées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités qui est actuellement en vigueur et qui expire le 6 août 2005. Aux termes de cette offre, nous pouvons racheter un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires.

Actions de trésorerie

Depuis le 1^{er} novembre 2003, les achats et les ventes d'actions de la Banque de Montréal par des filiales sont comptabilisés dans les capitaux propres. Avant le 1^{er} novembre 2003, ces actions étaient inscrites à la valeur marchande dans les titres de négociation, et les dividendes s'y rapportant, ainsi que les gains et pertes matérialisés et non matérialisés, étaient inclus dans les revenus de négociation. L'incidence de cette modification sur notre état consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres a été une augmentation du surplus d'apport de 15 millions de dollars pour les six mois terminés le 30 avril 2004 (aucune incidence pour les six mois terminés le 30 avril 2005).

Capital-actions en circulation a)

	30 avril 2005		
	Nombre	Montant	Convertibles en...
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)			
Actions privilégiées classées dans le passif			
Catégorie B – Série 4	8 000 000	200 \$	actions ordinaires b)
Catégorie B – Série 6	10 000 000	250	actions ordinaires b)
Actions privilégiées classées dans le passif		450	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres			
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200	–
Catégorie B – Série 10 c)	12 000 000	396	actions ordinaires b)
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres		596	
Actions ordinaires	498 585 103	3 916	–
Total du capital-actions en circulation – actions classées dans les capitaux propres		4 512 \$	
Options émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions		s.o.	29 681 944 actions ordinaires

a) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 18 et 19 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, aux pages 108 à 111 de notre Rapport annuel 2004.

b) Le nombre d'actions pouvant être émises en vertu de la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

c) Valeur nominale de 300 millions de dollars américains.

s.o. – sans objet

Note 9 Poursuites judiciaires

Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé une provision de 25 millions de dollars relativement à une poursuite intentée contre une entreprise acquise par le groupe Gestion privée aux États-Unis en 2002.

Note 10 Principes comptables généralement reconnus des États-Unis

Le tableau suivant présente les conséquences qu'aurait eues l'établissement de nos états financiers consolidés selon les PCGR des États-Unis :

(en millions de dollars canadiens, sauf les résultats par action)	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2005	30 avril 2004 1)	30 avril 2005	30 avril 2004 1)
Revenu net – selon les PCGR du Canada	600 \$	591 \$	1 202 \$	1 112 \$
Ajustements relatifs aux PCGR des États-Unis	(34)	8	(86)	(121)
Revenu net – selon les PCGR des États-Unis	566 \$	599 \$	1 116 \$	991 \$
Résultats par action				
De base – selon les PCGR du Canada	1,19 \$	1,16 \$	2,37 \$	2,18 \$
De base – selon les PCGR des États-Unis	1,12	1,16	2,20	1,90
Dilué – selon les PCGR du Canada	1,16	1,12	2,32	2,12
Dilué – selon les PCGR des États-Unis	1,09	1,13	2,15	1,85

1) Pour les trois mois terminés le 30 avril 2004 et pour les six mois terminés à cette même date, le revenu net selon les PCGR du Canada a été retraité en fonction de la présentation adoptée pour la présente période (voir la note 2). Par conséquent, les montants des ajustements relatifs aux PCGR

des États-Unis pour ces périodes ont également été retraités pour refléter cette modification. Toutefois, le revenu net et les résultats par action selon les PCGR des États-Unis présentés dans les états financiers des périodes antérieures demeurent inchangés.

Note 11 Segmentation opérationnelle et géographique

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trois mois terminés le 30 avril 2005	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise 2)	Total (bic) ³⁾	Rajustements (bic)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	856 \$	143 \$	273 \$	(60)\$	1 212 \$	(31)\$	1 181 \$
Revenu autre que d'intérêts	414	360	407	35	1 216	-	1 216
Revenu total	1 270	503	680	(25)	2 428	(31)	2 397
Provision pour créances irrécouvrables	76	1	25	(96)	6	-	6
Frais autres que d'intérêts	781	382	359	57	1 579	-	1 579
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	413	120	296	14	843	(31)	812
Impôts sur les bénéfices	120	43	90	(24)	229	(31)	198
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	14	14	-	14
Revenu net	293 \$	77 \$	206 \$	24 \$	600 \$	- \$	600 \$
Actif moyen	125 695 \$	7 068 \$	172 966 \$	5 133 \$	310 862 \$	- \$	310 862 \$
Écart d'acquisition (au)	692 \$	834 \$	103 \$	3 \$	1 632 \$	- \$	1 632 \$

Pour les trois mois terminés le 30 avril 2004 (Données retraitées) 1)	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise 2)	Total (bic) ³⁾	Rajustements (bic)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	814 \$	133 \$	302 \$	(55)\$	1 194 \$	(39)\$	1 155 \$
Revenu autre que d'intérêts	338	357	435	121	1 251	-	1 251
Revenu total	1 152	490	737	66	2 445	(39)	2 406
Provision pour créances irrécouvrables	74	1	45	(115)	5	-	5
Frais autres que d'intérêts	762	392	380	31	1 565	-	1 565
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	316	97	312	150	875	(39)	836
Impôts sur les bénéfices	110	34	106	30	280	(39)	241
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	4	4	-	4
Revenu net	206 \$	63 \$	206 \$	116 \$	591 \$	- \$	591 \$
Actif moyen	115 276 \$	7 210 \$	150 302 \$	3 965 \$	276 753 \$	- \$	276 753 \$
Écart d'acquisition (au)	453 \$	879 \$	80 \$	3 \$	1 415 \$	- \$	1 415 \$

Pour les six mois terminés le 30 avril 2005	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise 2)	Total (bic) ³⁾	Rajustements (bic)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	1 730 \$	283 \$	548 \$	(123)\$	2 438 \$	(59)\$	2 379 \$
Revenu autre que d'intérêts	826	702	840	61	2 429	-	2 429
Revenu total	2 556	985	1 388	(62)	4 867	(59)	4 808
Provision pour créances irrécouvrables	150	2	50	(153)	49	-	49
Frais autres que d'intérêts	1 543	750	731	88	3 112	-	3 112
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	863	233	607	3	1 706	(59)	1 647
Impôts sur les bénéfices	276	83	164	(47)	476	(59)	417
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	28	28	-	28
Revenu net	587 \$	150 \$	443 \$	22 \$	1 202 \$	- \$	1 202 \$
Actif moyen	124 294 \$	7 055 \$	166 951 \$	5 086 \$	303 386 \$	- \$	303 386 \$
Écart d'acquisition (au)	692 \$	834 \$	103 \$	3 \$	1 632 \$	- \$	1 632 \$

Pour les six mois terminés le 30 avril 2004 (Données retraitées) 1)	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise 2)	Total (bic) ³⁾	Rajustements (bic)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	1 629 \$	271 \$	626 \$	(67)\$	2 459 \$	(77)\$	2 382 \$
Revenu autre que d'intérêts	724	690	831	112	2 357	-	2 357
Revenu total	2 353	961	1 457	45	4 816	(77)	4 739
Provision pour créances irrécouvrables	149	3	89	(221)	20	-	20
Frais autres que d'intérêts	1 521	785	761	59	3 126	-	3 126
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	683	173	607	207	1 670	(77)	1 593
Impôts sur les bénéfices	235	57	196	62	550	(77)	473
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1	-	-	7	8	-	8
Revenu net	447 \$	116 \$	411 \$	138 \$	1 112 \$	- \$	1 112 \$
Actif moyen	113 940 \$	7 042 \$	147 369 \$	4 037 \$	272 388 \$	- \$	272 388 \$
Écart d'acquisition (au)	453 \$	879 \$	80 \$	3 \$	1 415 \$	- \$	1 415 \$

1) Voir la note 2 et la section Répartitions intergroupes.

2) Les Services d'entreprise comprennent Technologie et solutions.

3) Base d'imposition comparable – voir la section Normes de présentation.

Note 11 Segmentation opérationnelle et géographique (suite)

(en millions de dollars canadiens), Base d'imposition comparable 1)

Pour les trois mois terminés le 30 avril 2005	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	856 \$	332 \$	24 \$	1 212 \$
Revenu autre que d'intérêts	854	326	36	1 216
Revenu total	1 710	658	60	2 428
Provision pour créances irrécouvrables	32	(15)	(11)	6
Frais autres que d'intérêts	1 057	491	31	1 579
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	621	182	40	843
Impôts sur les bénéfices	197	48	(16)	229
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	9	5	-	14
Revenu net	415 \$	129 \$	56 \$	600 \$
Actif moyen	208 657 \$	75 565 \$	26 640 \$	310 862 \$

Pour les trois mois terminés le 30 avril 2004 (Données retraitées) 2)	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	782 \$	366 \$	46 \$	1 194 \$
Revenu autre que d'intérêts	841	366	44	1 251
Revenu total	1 623	732	90	2 445
Provision pour créances irrécouvrables	7	31	(33)	5
Frais autres que d'intérêts	1 033	500	32	1 565
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	583	201	91	875
Impôts sur les bénéfices	193	69	18	280
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1	3	-	4
Revenu net	389 \$	129 \$	73 \$	591 \$
Actif moyen	178 471 \$	72 398 \$	25 884 \$	276 753 \$

Pour les six mois terminés le 30 avril 2005	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	1 745 \$	643 \$	50 \$	2 438 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 684	661	84	2 429
Revenu total	3 429	1 304	134	4 867
Provision pour créances irrécouvrables	84	(17)	(18)	49
Frais autres que d'intérêts	2 144	909	59	3 112
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 201	412	93	1 706
Impôts sur les bénéfices	401	116	(41)	476
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	17	11	-	28
Revenu net	783 \$	285 \$	134 \$	1 202 \$
Actif moyen	205 986 \$	73 352 \$	24 048 \$	303 386 \$

Pour les six mois terminés le 30 avril 2004 (Données retraitées) 2)	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	1 641 \$	727 \$	91 \$	2 459 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 632	645	80	2 357
Revenu total	3 273	1 372	171	4 816
Provision pour créances irrécouvrables	(24)	77	(33)	20
Frais autres que d'intérêts	2 083	978	65	3 126
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 214	317	139	1 670
Impôts sur les bénéfices	394	133	23	550
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1	7	-	8
Revenu net	819 \$	177 \$	116 \$	1 112 \$
Actif moyen	177 056 \$	71 180 \$	24 152 \$	272 388 \$

1) Base d'imposition comparable - voir la section Normes de présentation.

2) Voir la note 2 et la section Répartitions intergroupes.

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut qu'ils ne correspondent pas à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons le rendement de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité).

Groupe Particuliers et entreprises

Le groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) offre une gamme complète de produits et services financiers au Canada et aux États-Unis, par l'intermédiaire de circuits de services bancaires en direct comme les succursales, les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Présent principalement au Canada et aux États-Unis, le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle en Amérique du Nord, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Le groupe GP offre à sa clientèle une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de placement traditionnels et en direct, des services de gestion privée et des produits de placement, fournissant ainsi aux investisseurs les outils nécessaires pour se constituer un actif financier, le préserver et le faire fructifier.

Groupe Services d'investissement

Le groupe Services d'investissement (groupe SI) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada, le groupe SI sert une clientèle composée de grandes entreprises et d'institutions œuvrant dans un large éventail de secteurs. Aux États-Unis, il offre ses services aux moyennes entreprises et aux institutions dans des secteurs choisis. Le groupe assure également la prestation de services auprès d'institutions et d'administrations publiques du Royaume-Uni, d'Europe et d'Asie. Il offre une gamme complète de services financiers, notamment en matière de trésorerie, de gestion de fonds, de change, de financement du commerce international, de crédit aux grandes entreprises, de titrisation et de prise ferme de titres d'emprunt et de participation dans les secteurs public et privé. En plus de ses services-conseils dans le domaine des fusions et acquisitions, ainsi qu'en matière de restructuration, le groupe met à la disposition de ses clients investisseurs des services de recherche, de vente et de négociation.

Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions

Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et solutions et les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation des Services d'entreprise comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

L'unité Technologie et solutions assure à la Banque des services de gestion et de soutien en matière de technologie de l'information, de traitement, d'opérations immobilières et d'impartition. Cette unité axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation et harmonise les normes d'infrastructure et de service communes afin de maximiser la qualité, l'efficacité et l'efficience de l'exploitation. Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de Technologie et solutions sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de Technologie et solutions sont transférés aux groupes PE, GP et SI et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de Technologie et solutions. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les résultats d'exploitation des unités fonctionnelles.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les frais et les revenus résiduels représentant l'écart entre les montants réellement engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

Normes de présentation

La présentation des résultats de ces groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces groupes sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons dans les notes 1 et 2. Les différences notables dans les conventions comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et la provision pour créances irrécouvrables, qui sont expliqués ci-dessous.

Base d'imposition comparable

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic). Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus établis selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices établie selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. L'analyse sur une base d'imposition comparable neutralise l'incidence des placements effectués dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés.

Provisions pour créances irrécouvrables

Les provisions pour créances irrécouvrables sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les provisions pour pertes prévues et les provisions exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

Note 11 Segmentation opérationnelle et géographique (suite)**Répartitions intergroupes**

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons mis en œuvre de nouvelles méthodes quant à l'établissement des prix de cession interne de fonds et à la répartition des coûts. La nouvelle méthode d'établissement des prix de cession interne de fonds est fondée sur le principe de la symétrie des échéances et celle de la répartition des coûts est fondée sur la méthode des coûts par activité. De telles améliorations permettent d'obtenir plus de

renseignements en matière de rendement mais n'ont aucune incidence sur les résultats consolidés. Ces changements ont eu peu d'incidence sur les profits et pertes de nos groupes d'exploitation. Un reclassement historique a été effectué afin de permettre une meilleure comparaison des résultats des groupes. Le tableau ci-dessous fait état de l'incidence de ces changements sur les résultats des périodes antérieures :

(en millions de dollars canadiens) augmentation/(diminution)

Pour les trois mois terminés le 30 avril 2004	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise 1)	Total
Revenu net d'intérêts	(15)\$	9 \$	(1)\$	7 \$	- \$
Revenu autre que d'intérêts	14	(8)	(5)	(1)	-
Revenu total	(1)	1	(6)	6	-
Provision pour créances irrécouvrables	(1)	1	-	-	-
Frais autres que d'intérêts	(1)	-	(6)	7	-
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1	-	-	(1)	-
Impôts sur les bénéficiaires	-	-	-	-	-
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-
Revenu net	1 \$	- \$	- \$	(1)\$	- \$
Actif moyen	(1 820)\$	1 820 \$	- \$	- \$	- \$

1) Les Services d'entreprise comprennent Technologie et solutions.

(en millions de dollars canadiens) augmentation/(diminution)

Pour les six mois terminés le 30 avril 2004	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise 1)	Total
Revenu net d'intérêts	(32)\$	17 \$	(1) \$	16 \$	- \$
Revenu autre que d'intérêts	28	(16)	(10)	(2)	-
Revenu total	(4)	1	(11)	14	-
Provision pour créances irrécouvrables	(2)	2	-	-	-
Frais autres que d'intérêts	(2)	1	(12)	13	-
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	(2)	1	1	-
Impôts sur les bénéficiaires	-	(1)	-	1	-
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-
Revenu net	- \$	(1)\$	1 \$	- \$	- \$
Actif moyen	(1 817)\$	1 817 \$	- \$	- \$	- \$

1) Les Services d'entreprise comprennent Technologie et solutions.

Information géographique

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis, mais aussi au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais

y afférents, sauf pour ce qui est de la provision consolidée pour créances irrécouvrables, qui est répartie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort.

Les données des périodes précédentes sont retraitées afin de tenir compte des changements apportés au cours de la présente période à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Prix d'achat moyen des actions

Février 2005	55,68 \$
Mars 2005	53,99 \$
Avril 2005	56,13 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, Ontario M5J 2Y1
Téléphone : 1 800 340-5021 (Canada et États-Unis)
Téléphone : (514) 982-7800 (international)
Télécopieur : 1 888 453-0330 (Canada et États-Unis)
Télécopieur : (416) 263-9394 (international)
Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser aux :

Relations avec les actionnaires
Secrétariat général
21st Floor
One First Canadian Place
Toronto, Ontario M5X 1A1
Téléphone : (416) 867-6785
Télécopieur : (416) 867-6793
Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière de s'adresser aux :

Relations avec les investisseurs
18th Floor
P.O. Box 1
One First Canadian Place
Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com.